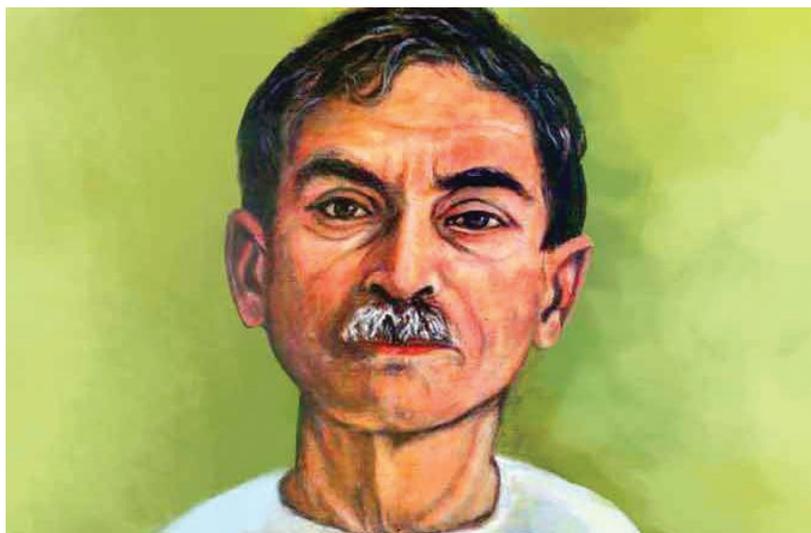


Amrit Rai

# Les écrits de Premchand

Volume II

Société, culture, littérature, langue nationale



*Traduction de Fernand Ouellet*

*Avec la collaboration de Kiran Chaudhry, André Couture,  
Richard Giguère et Serge Granger*

L'Harmattan

# Les écrits de Premchand

Volume II



Amrit RAI

# Les écrits de Premchand

Volume II

Société, culture, littérature, langue nationale

*Traduction de Fernand Ouellet*

*Avec la collaboration de Kiran Chaudhry, André Couture,  
Richard Giguère et Serge Granger*

L'Harmattan

Du même auteur  
traduit par Fernand Ouellet

- Premchand (1996). *Deux amies et autres nouvelles* (traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture). Paris : L'Harmattan.
- Premchand (2000). *Délivrance* (traduction F. Ouellet, avec la collaboration d'André Couture et de Kiran Chaudhry). Paris : L'Harmattan.
- Premchand (2006). *Godan. Le don d'une vache*. (Traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture, Richard Giguère et Kiran Chaudhry) Paris : L'Harmattan.
- Premchand (2009). *La marche vers la liberté*. (Traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture, Richard Giguère et Kiran Chaudhry). Paris : L'Harmattan.
- Premchand (2010). *Rangbhûmi. Le théâtre des héros*. (Traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture, Richard Giguère et Kiran Chaudhry). Paris : L'Harmattan.
- Premchand (2016). *Les joueurs d'échecs et autres nouvelles*. Traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture, Claudia Nadeau-Morissette, Richard Giguère et Kiran Chaudhry. New Delhi : Langers.
- Premchand (2016a). *Gaban. Détournement de fonds*. (Traduction Fernand Ouellet, avec la collaboration d'André Couture, Richard Giguère et Kiran Chaudhry). New Delhi : Langers.
- Premchand, (À paraître). *Le grand pèlerinage et autres nouvelles* avec la collaboration d'André Couture, Richard Giguère et Kiran Chaudhry) (environ 400 pages).

© L'Harmattan, 2018  
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.editions-harmattan.fr>

ISBN : 978-2-343-16274-4  
EAN : 9782343162744

## Cinquième partie

### LA CAMPAGNE POUR L'ACHAT DES PRODUITS INDIENS<sup>573</sup>

*Cette partie aborde la campagne pour l'achat des produits indiens. Mieux connue sous le nom de svadêshî, cette campagne d'achat local vise surtout les textiles anglais produits à base du coton indien. Gandhi popularisera cette lutte avec son rouet traditionnel qui l'accompagne dans ses déplacements. Au-delà du boycottage des textiles anglais, Gandhi étend cette lutte à l'alcool, vice associé aux Occidentaux, en plus de proposer une réappropriation des ressources naturelles (sel, sucre, etc.) par les agriculteurs dépossédés. Le svadêshî est à la portée de tous et toutes, c'est une arme du pauvre, prédisposé à boycotter les produits importés, source de la dépossession coloniale. Les articles de Premchand sur le svadêshî nous enseignent tout d'abord comment la démocratisation de la lutte politique se fait par des campagnes de boycottage économique à la portée de tous. Elles nous indiquent que les Indiens peuvent en tout temps, même aujourd'hui, se mobiliser pour effectuer des boycottages efficaces. Aussi, elles peuvent nous faire comprendre l'Inde politique actuelle qui souvent est bousculée par de grandes campagnes collectives de grève de la faim ou de boycottage.*

*Boycotter un produit étranger est une technique de volonté politique variable d'un pays à l'autre. On retrouve souvent ces boycottages dans les colonies qui ont lutté pour plus d'autonomie. Peu importe le pays, les symboles de cette action politique deviennent souvent des icônes de la mythologie nationaliste. Ainsi aux États-Unis, la résurrection du Tea Party fait référence aux insurgés de Boston (1773) qui jettent à la mer du thé anglais fortement taxé ; le nationalisme québécois utilise la pipe et la ceinture fléchée du patriote canadien-français pour promouvoir la consommation du tabac « canayen ».*

*Pour l'Inde, l'image de Gandhi à côté de son rouet est évocatrice non seulement parce qu'elle propose une autonomie dans le domaine du textile, mais aussi parce qu'elle est une arme à la portée de tous. Aucune technologie requise.*

---

<sup>573</sup>Vividh Prasang, vol. III, p. 163-178. Premchand ké vicâr, vol. II, p. 205-216 (Ndt)

*Avec très peu de capital, le rouet devient un acte de non-coopération économique en plus d'encourager le marché de tissu local.*

*Ce boycottage favorisera l'essor de l'utilisation des tissus autochtones tout en permettant à tous les Indiens de s'engager dans la lutte contre la puissance coloniale britannique.*

*Cette lutte du svadêshî est particulièrement adaptée pour l'Inde. Gandhi est héritier d'une longue tradition religieuse qui vénère les gourous et les ascètes. Son régime alimentaire strict, sa mère étant jaïne, fournit aux Indiens un champ d'application dans les gestes quotidiens pour l'action politique et environnementale. S'habiller et manger comme Gandhi ne détruira pas la planète. De nombreux pauvres peuvent se permettre cette simplicité involontaire. Le boycottage des produits anglais est une action politique à la portée de tous et toutes. Premchand est heureux de constater que « [...]le mouvement svadêshî est en train de prendre beaucoup de force, mais ce qui nous réjouit le plus c'est qu'on commence à entendre dans notre province endormie des voix faibles s'élever pour appuyer ce mouvement »<sup>574</sup>.*

*Bien qu'il ait été popularisé par Gandhi, le mouvement svadêshî a véritablement pris naissance à l'annonce de la partition du Bengale en 1905. Craignant être débordée par les tensions indo-musulmanes, l'administration britannique avait décidé de scinder l'immense territoire sur des bases religieuses. La réaction des nationalistes indiens fut immédiate. Tilak\*, Gokhale\*, Aurobindo Ghosh, Lala Lajpat Rai et Bipin Chandrapal\* ont mis leurs plumes et leurs journaux au service du svadêshî, proposant des journées « feu de joie » de produits étrangers comme le sucre et le sel. Le succès de cette campagne svadêshî au Bengale deviendra un symbole de la lutte coloniale que Gandhi a récupéré avec son rouet. Aussi, la marche du sel de Gandhi en 1930 n'était pas seulement un mouvement économique contre les taxes imposées par le gouvernement colonial ; elle privait aussi celui-ci des revenus de douane sur les produits importés. (S. G.)*

## **Comment augmenter la diffusion des produits du pays<sup>575</sup>**

Ces temps-ci, lorsqu'on se demande pourquoi l'industrie indienne ne progresse pas, on répond généralement que c'est parce que le peuple n'a pas suffisamment d'amour pour son pays et de sympathie pour sa communauté. Il est incapable de mettre de côté ses avantages personnels pour faire plus de

---

<sup>574</sup> Article « Comment augmenter la diffusion des produits du pays », p. 520.

<sup>575</sup> *Zamânâ*, juin 1905. Cet article a été publié dans : *Vividh Prasang*, vol. I, p. 17-20 . *Premchand ké vichar*, vol. III, p. 161-164 (Ndt).

place aux produits du pays qu'à ceux des autres pays, même s'ils sont de moins bonne qualité. Il n'y a pas de doute que cet argument est juste et a un fondement dans la réalité. Mais nous ne pouvons certainement pas dire que c'est la seule raison du manque de vigueur du commerce des produits indiens. Cette situation a d'autres causes que nous présenterons ici.

Le premier obstacle que le commerce rencontre sur sa route est que nos concitoyens ne connaissent pas du tout les industries de l'Inde. Bien sûr, ceux qui ont l'habitude de lire les journaux connaissent quelques manufactures, mais en général nous ne savons pas quels produits sont fabriqués en Inde ni où ils sont fabriqués. Le seul moyen de faire disparaître cette ignorance est de mieux profiter de la publicité et de publier des annonces dans les différentes langues du pays que les citoyens peuvent facilement comprendre. Il faut augmenter le nombre d'affiches publicitaires le long des voies publiques. Il faut établir une liste de gens respectés dans toutes les villes et leur faire parvenir régulièrement de la publicité pour les produits fabriqués au pays. Le nom et la localisation des manufactures devront être bien indiqués dans ces publicités. Les manufactures qui ont utilisé cette stratégie ont eu beaucoup de succès. Il y a eu beaucoup de publicité pour les médicaments fabriqués ici et cette publicité a été placée bien en vue sur le bord des routes. C'est pour cette raison que les ventes de ces médicaments sont aussi bonnes que celles des médicaments fabriqués à l'étranger. Plusieurs dispensaires de médicaments ayurvédiques font d'excellentes affaires. La production d'un nouveau type de vêtements de soie vient tout juste de commencer à Bénarès et la soie de Bénarès est déjà célèbre. Tous les hommes soucieux de leur apparence en ont dans leur valise. La raison de ce succès rapide et de cette célébrité est qu'on a envoyé un peu partout beaucoup d'échantillons de ces vêtements de soie. Quelques commis voyageurs bien préparés ont apporté plusieurs de ces échantillons dans des villes lointaines et ils ont réussi à convaincre les gens de leur qualité et de leur valeur.

Un jour, nous avons demandé à un marchand de vêtements pourquoi il n'achetait pas de vêtements produits à Kannur<sup>576</sup> et il nous a répondu que c'était parce qu'il faisait très peu de profit sur ces vêtements. Nous ne voulons pas discuter ici des liens entre le profit et le capitalisme. Comme ce serait bien s'il y avait dans chaque ville des gens enthousiastes et bien éduqués qui se serraient la ceinture pour créer un petit capital afin d'acheter des produits du pays et de les vendre au prix coûtant. Il ne serait pas nécessaire d'ouvrir un vrai magasin et de payer pour la location d'un local et pour le salaire des employés. Un administrateur honoraire bienveillant pourrait consacrer à ce travail une heure ou deux, le matin et le soir. Lorsque le peuple commencera à le féliciter pour ses efforts et lorsque la demande de vêtements fabriqués au

---

<sup>576</sup>Ville du Kerala.

pays augmentera, le capital investi augmentera lui aussi et permettra de payer la location du local et le salaire des employés du magasin.

Ceux qui utiliseront leur propre capital pour ouvrir des magasins de vêtements produits au pays en vue de faire des profits devront accueillir les clients avec beaucoup de respect et d'attention. Selon la coutume du pays, ils devront leur servir du *pân*, de la cardamome et un peu de tabac. Ceux qui suivent la mode anglaise leur offriront une cigarette ou une tasse de thé. Il est certain que cette petite dépense leur permettra d'augmenter le nombre de clients, car les gens développeront un attachement particulier pour ce magasin. Le propriétaire devra avoir une bonne éducation pour pouvoir converser d'une manière civilisée avec les acheteurs. Ces commerçants ne devront pas se montrer indifférents et rudes envers les clients, comme le font généralement les marchands. Si on s'arrangeait pour toujours avoir un ou deux journaux anglais ou ourdous dans les magasins, cela attirerait beaucoup de clients. Les gens bien éduqués qui viendront dans ce magasin seront incités à discuter de l'importance d'accroître le commerce des produits du pays. Ces discussions feront grandir leur enthousiasme et leur volonté de contribuer au développement de ce commerce.

Parfois, les produits du pays sont accueillis avec tant d'enthousiasme et de chaleur que l'on peut espérer que l'Inde soit à l'aube d'un réveil commercial. Il est très intéressant de voir que les membres de l'*Ârya Samâj* de Lahore s'habillent de la tête aux pieds avec des vêtements indiens. C'est un spectacle qu'on n'oubliera jamais. Nous ne cessons pas de féliciter nos frères qui font partie de ce mouvement pour leur amour du pays et leur enthousiasme. Nous avons bon espoir qu'ils mériteront respect et remerciements pour leur contribution au développement de notre commerce et à celui de notre nation et de notre culture.

Nous sommes heureux de voir qu'à Bombay, Calcutta et dans plusieurs autres villes, le mouvement *svadêshî* est en train de prendre beaucoup de force, mais ce qui nous réjouit le plus c'est qu'on commence à entendre dans notre province endormie des voix faibles s'élever pour appuyer ce mouvement. Nous avons bon espoir que la tenue à Bénarès de la prochaine assemblée annuelle du Congrès sera très bonne pour le commerce à Bénarès, Lucknow et Kanpur. Toutefois, le patronage et la sympathie des gens bien éduqués ne réussiront pas à assurer le développement souhaité du commerce tant que la majorité des citoyens, qui ne sont pas encore éveillés à la question nationale, n'apporteront pas leur contribution à cette bonne œuvre. Les gens instruits ne sont pas nombreux et, étant donné la nature de leurs goûts et de leurs désirs, il faudra beaucoup de temps avant que le commerce puisse y répondre.

La plus grande partie de notre population vit dans les campagnes et l'on peut affirmer sans exagérer que 99% des paysans ne savent ni lire ni écrire et ont

très rarement l'occasion de venir en ville. C'est pourquoi on ne fera pas tellement progresser le commerce si l'on ouvre des boutiques *svadēshī* en ville, même si on le fait en s'appuyant sur de bons principes. Il faut donc que nos commerçants apprennent à commercer comme le font les Anglais depuis très longtemps.

Tous nos lecteurs savent que les agriculteurs qui vivent dans les campagnes n'hésitent pas à s'endetter pour satisfaire la plupart de leurs besoins. Si vous proposez à un paysan de lui vendre à crédit un objet de cinquante roupies, il l'achètera aussitôt, sans se demander s'il a la capacité de le payer, et il réussira avec beaucoup de difficulté à trouver l'argent pour vous rembourser. Les Anglais ont très vite compris ce trait de la mentalité des paysans. Ils arrivent ici en groupes, achètent à bas prix des produits étrangers sans valeur et les vendent aux paysans, après avoir trouvé un homme fiable du village qui se porte garant des acheteurs. Les agriculteurs ne sont pas assez prévoyants pour bien évaluer leur capacité de payer et se précipitent en masse pour acheter des vêtements. Si vous allez dans les villages ces temps-ci, vous verrez que les gens ne portent pas des vêtements de tissus épais et rudes, mais des sous-vêtements fabriqués en Italie ou des châles produits en Amérique. Les marchandises que les commerçants ne réussissent pas à vendre au marché se vendent comme des petits pains chauds dans les villages pour la bonne raison que les paysans ne sont pas obligés de les payer au moment de l'achat. Ces colporteurs anglais ont ruiné beaucoup de tisserands et la ruine des tisserands a entraîné l'augmentation de la demande pour les vêtements fabriqués en Orient. Les agriculteurs qui cultivent le coton doivent maintenant supplier l'Angleterre d'acheter leur production.

Les commerçants anglais acceptent de mettre beaucoup d'efforts pour réussir en affaires. Ils doivent parcourir de très longues distances pour rejoindre leurs clients et trouver dans les villages des gens influents qui acceptent de les aider. Nos commerçants indiens sont incapables d'en faire autant, mais ils n'ont qu'à envoyer des agents fiables dans les villages et à leur permettre de vendre leurs produits à crédit en ne faisant qu'un petit profit. En général, les villageois sont honnêtes et finissent par payer ce qu'ils ont acheté. Même s'ils ne le sont pas, ils sont si peureux que quelques menaces suffisent à les ramener dans le droit chemin. Nous avons pu constater que les commerçants anglais n'ont jamais eu de problèmes à se faire payer. Au moment convenu, le pauvre paysan verse, avec les intérêts, le prix de ce qu'il a acheté. Si les Anglais n'ont pas de problèmes de recouvrement, il n'y a pas de raison pour que nos agents indiens en aient. Au moment de la récolte, ils pourront se faire payer pour ce qu'ils auront vendu pendant l'hiver et au moment du pressage de la canne à sucre, pour ce qu'ils auront vendu durant l'été. Il n'y aura pas de disputes ni de complications.

Cette façon de faire du commerce serait beaucoup plus profitable pour le commerçant et plus utile pour le pays que celle qu'on appelle « hundi »,<sup>577</sup> généralement pratiquée à Bénarès, Mirzapur, Allahabad et dans d'autres villes. Elle consiste à garder dans les villages quelques employés du prêteur. Leur travail est de prêter de l'argent aux villageois et de collecter un intérêt 1.25% par mois après une période déterminée. Lorsque le commerce se fait de cette manière, il peut être profitable pour le commerçant, mais il est très nuisible pour le pays et la communauté, car les pauvres agriculteurs essuient des pertes de deux côtés. Ils doivent verser un intérêt de 1.5% aux commerçants moghols et de 1.25% aux prêteurs du village. Tout leur maigre revenu ne sert qu'à payer les prêteurs.

### **Le mouvement *svadēshī***<sup>578</sup>

Tous les journaux importants et toutes les revues du pays ont démontré leur ferveur nationale en donnant leur appui au mouvement *svadēshī*. Même ceux qui avaient quelques hésitations sont en train de se rallier. Mais il arrive souvent que des gens bien intentionnés se demandent s'ils auront la force de faire face aux difficultés que ce mouvement rencontrera certainement sur sa route. Par exemple, pour satisfaire ses besoins en vêtements, l'Inde doit acheter quatre fois plus de vêtements fabriqués en Angleterre qu'elle en produit elle-même. Comment sera-t-il possible d'arrêter complètement l'importation de vêtements étrangers ? Il faudra des années de travail acharné et d'efforts incessants pour y arriver. On estime à quatre cents millions de roupies l'investissement qui devra être fait dans les manufactures de vêtements. Cette estimation est peut-être exagérée et un autre journaliste estime à trois cents millions le montant de cet investissement. Qui peut affirmer que notre pays est prêt à investir autant d'argent ?

Et même si on pouvait trouver ce capital, il reste beaucoup de questions. Le Japon achète les deux tiers du coton produit ici et l'Inde utilise l'autre tiers. L'Angleterre achète très peu de notre coton. Même si nous gardions en Inde tout le coton que nous produisons, cela permettrait tout au plus de satisfaire la moitié de nos besoins en vêtements. Cela veut dire que nous continuerions de dépendre de l'Angleterre pour un million cinquante mille verges de tissus. Et on ne peut pas rêver qu'en augmentant leur production de coton les agriculteurs pourront rendre ce problème moins difficile en trois ou quatre ans.

---

<sup>577</sup>Un « hundi » est un instrument financier développé dans l'Inde médiévale pour les transactions commerciales et le crédit. La Banque de réserve de l'Inde décrit le hundi comme « an unconditional order in writing made by a person directing another to pay a certain sum of money to a person named in the order » (Ndt).

<sup>578</sup>*Avāzen Khalk*, 16 novembre 1905. Cet article a été publié dans *Vividh Prasang* vol. I, p. 21-22 et dans *Premcand ké vichar*, vol. III, p. 164-165 (Ndt).

De plus, nous sommes incapables de confectionner des vêtements fins avec le coton indien. La plupart des gens bien éduqués aiment porter des vêtements fins et il sera difficile d'opérer une révolution soudaine de leur façon de se vêtir.

Ce sont là quelques réalités qui feront obstacle pendant un certain temps à nos bonnes résolutions. Mais la situation a un côté moins sombre. Dans l'ouest de l'Inde, on porte surtout des vêtements produits au pays. C'est seulement au Bengale et dans notre province qu'on achète surtout des vêtements fabriqués à l'étranger. Nous sommes de grands amateurs de vêtements fins. Les hommes et les femmes du Bengale qui ont reçu une bonne éducation sont fous de ces vêtements, mais les habitants de cette province sont prêts à tous les sacrifices pour leur pays. Pourquoi n'accepteraient-ils pas de remplacer les vêtements en tissus fins par des vêtements en tissus épais et rugueux ? Il est bien connu que les petites gens de la ville imitent la façon de vivre et de se vêtir des gens importants. Lorsque ces derniers changeront leur style de vie, il n'est pas possible que les autres ne fassent pas comme eux. Depuis quelque temps, l'utilisation de la mousseline fine et du velours ne cesse de diminuer. Seuls quelques vieux attachés aux vieilles traditions et les gens qui ne se préoccupent pas du marché continuent à en acheter. Bien sûr, les femmes bien élevées en raffolent encore, mais on peut espérer qu'elles finiront par imiter les hommes, surtout si leur mari les incite à le faire. L'achat de vêtements fins pourra ainsi diminuer et si l'on achète plus de vêtements rugueux, on pourra se contenter d'en acheter un seul au lieu de deux pour passer l'année. À partir de notre expérience, nous pouvons affirmer que dans notre province, les villageois utilisent surtout des vêtements de tissus rugueux et des châles doublés fabriqués par des tisserands pour l'hiver. Toutefois, il n'y a pas de doute que depuis quelque temps, des colporteurs venus de Kaboul et de Mongolie ont commencé à répandre le goût des produits étrangers. Il est donc important que les gens bien éduqués, surtout ceux qui vivent dans les campagnes, n'hésitent pas à en discuter avec leurs voisins, à les ramener dans le droit chemin et, si nécessaire, à leur demander d'augmenter leur production de coton.

Le sucre est un autre produit pour lequel nous devons envoyer chaque année cinquante millions de roupies à l'étranger. C'est très regrettable ! C'est notre faute si nos fabriques de sucre sont en ruine. Les pauvres villageois n'ont pas d'argent pour acheter du sucre produit à l'étranger et plusieurs d'entre eux ont cessé d'acheter des friandises au marché. Pourtant, il serait très facile d'augmenter la production de sucre. Si la demande augmentait, les paysans cultiveraient davantage de canne à sucre. Ils n'attendent que cela, car cela leur permettrait de payer le loyer de leur terre. Il serait beaucoup plus facile de mettre fin l'importation du sucre qu'à celle des vêtements. Nous nous moquons de ceux qui faisaient la moue en nous voyant manger du sucre anglais et nous les trouvons peu civilisés. Nous constatons maintenant qu'ils

avaient raison et que nous avons tort. Ce sont les gens « civilisés » qui ont introduit la mode des produits étrangers et si le mouvement *svadéshî* est un succès, ce sera à cause d'eux.

### **Pillage au nom du *svadéshî*<sup>579</sup>**

Nous éprouvons des sentiments partagés en voyant la publicité dont les produits *svadéshî* sont l'objet. Cela nous réjouit, mais en même temps nous trouvons regrettable que les commerçants retirent un profit indu des contraintes que s'imposent les consommateurs. Si vous achetez un produit *svadéshî*, ou bien vous le payez plus cher qu'un produit étranger, ou bien il est de qualité inférieure. Nous ne voulons rien dire des nouvelles entreprises, mais pourquoi les marchandises qu'on produit ici depuis vingt ans seraient-elles plus chères ou plus coûteuses que les marchandises étrangères ? Si l'on espère que les consommateurs s'imposeront des contraintes, pourquoi les millionnaires qui possèdent des entreprises ne seraient-ils pas incités à en faire autant ? Demander au consommateur de payer une roupie et quart plutôt qu'une roupie en laissant les riches propriétaires d'usines se remplir les poches serait lui faire une violence intolérable.

En ces temps de chômage, les travailleurs doivent compter chaque *paisâ*. Les salaires et le prix des matières premières baissent, mais les vêtements coûtent toujours aussi cher. Si le consommateur doit payer une roupie et quart au lieu d'une roupie pour un vêtement, il doit couper dans d'autres dépenses essentielles. Et la seule autre dépense essentielle est celle de la nourriture. Le consommateur doit donc se priver de manger pour acheter des vêtements *svadéshî* très coûteux, pendant que les directeurs d'usines continuent à vivre dans le luxe et n'acceptent aucune diminution dans leur niveau de vie. Ils voudraient empêcher les produits étrangers d'entrer en Inde pour pouvoir vendre leurs propres produits encore plus chers ! Cette politique ne pourra pas durer longtemps, car le peuple ne pourra pas être trompé éternellement. Si la cupidité des propriétaires d'usines continue à grandir, l'opinion publique se retournera contre eux et la situation deviendra incontrôlable. Acheter des marchandises « *svadéshî* » c'est faire un vœu pour le pays et ce vœu doit être respecté à la fois par les consommateurs et les producteurs. Les propriétaires d'usines ont la responsabilité de vendre leurs marchandises au plus bas prix possible et les consommateurs celle de les acheter.

---

<sup>579</sup>*Jagaran*, 19 octobre 1932.

## L'exposition *svadēshī* à Prayag<sup>580</sup>

Mercredi dernier, une exposition *svadēshī* s'est ouverte à Allahabad. L'année dernière, cette exposition avait lieu à l'Ânand Bhavan<sup>581</sup>, mais cette année, cet édifice a été saisi par les policiers. C'est pourquoi l'exposition a lieu sur le terrain du bungalow de M. Asothar. On y trouve près de deux cents kiosques d'exposants venus de très loin, de Murshidabad, de Jaisor<sup>582</sup>, du Pendjab, etc. Il faut féliciter les organisateurs pour la propreté et l'éclairage du terrain d'exposition. Nous félicitons l'honorable Mohanlal Nehru\* et ses collaborateurs pour cette exposition. On peut y trouver à peu près tout ce dont une famille a généralement besoin pour la maison. Si nous faisons le vœu d'acheter des produits *svadēshī*, nous n'aurions presque plus besoin de nous tourner vers l'extérieur du pays pour nous procurer ce qu'il nous faut. Une section spéciale est réservée aux vêtements tissés à la main. Nous avons été très heureux de voir qu'on pouvait trouver toutes sortes d'engrais dans un des kiosques. Cela répond à un besoin important des agriculteurs. À part cela, il n'y a que des produits qui s'adressent la classe instruite. Personne n'a envoyé d'autres produits destinés à l'agriculture, sans doute à cause de problèmes d'organisation. Mercredi, tous les habitants d'Allahabad se sont rendus à cette exposition. La vue de cet intérêt pour les produits *svadēshī* nous comble de bonheur et de fierté. Mais pendant que le peuple démontre son désir de promouvoir la diffusion et l'utilisation de ces produits, les commerçants ne semblent pas très empressés à produire des marchandises de bonne qualité et à les vendre à bas prix. Sauf pour quelques-uns de ces produits, le peuple doit s'imposer des contraintes pour pouvoir les acheter. Mais un commerce qui s'appuie sur ce genre de contrainte ne pourra pas durer bien longtemps. Pour atteindre la stabilité, il devra respecter les règles du commerce.

## La position de Malaviyajī sur le *svadēshī*<sup>583</sup>

Lors de l'inauguration du musée commercial *svadēshī* à Calcutta, le 21 août dernier, *pandit* Madan Mohan Malaviya\* a prononcé un discours important sur le *svadēshī*. En voici quelques extraits :

« Tous les grands chefs indiens, comme Tilak\*, C. R. Das, Mahatma Gandhi, ont beaucoup insisté sur la nécessité d'acheter des produits *svadēshī*. Ce mouvement a pris la forme particulière qu'il a aujourd'hui et s'est renforcé pour la première fois lors du mouvement *bang-bhang*. Vingt-cinq ans plus

---

<sup>580</sup>*Jagaran*, 31 octobre 1932.

<sup>581</sup>L'Ânand Bhavan est une maison historique à Allahabad, celle de la famille Nehru (construite par Motilal Nehru, puis donné à la famille Gandhi en 1970) (S. G.).

<sup>582</sup>Ville du district de Sundargarh en Orissa (S. G.).

<sup>583</sup>*Jagaran*, 31 octobre 1932.

tard, nous lui accordons la plus haute importance. Il n'y a pas de doute que c'est maintenant devenu un mouvement très fort, mais nous constatons avec honte qu'il reste encore beaucoup de choses à faire dans ce domaine.

Les vêtements sont très importants pour rester en vie. Jusqu'à maintenant, ce besoin fondamental n'a pas encore pu être comblé par les manufactures et les moulins à tisser indiens. Il est très étonnant que l'on doive vendre plus cher les vêtements produits dans les manufactures de ce pays que ceux produits dans les pays étrangers avec du coton acheté ici et envoyé là-bas. Actuellement, c'est le Japon qui occupe la plus grande part du marché des vêtements dans les boutiques indiennes et il l'emporte même sur le Lancashire. Pourtant, ce sont des pays étrangers pour nous et nous ne devrions pas utiliser leurs produits. La seule question que nous devons nous poser est la suivante : comment satisfaire nos besoins avec des produits fabriqués en Inde ?

Jusqu'à maintenant, l'Angleterre était fière de pratiquer une politique de marchés ouverts et elle favorisait le commerce. Mais maintenant, elle s'est éloignée de sa politique de marchés ouverts et un mouvement d'achat de produits anglais a pris beaucoup de vigueur dans toute la Grande-Bretagne. Et comme si cela ne suffisait pas, elle a lancé à Ottawa un mouvement *svadéshî* à travers tout l'Empire britannique. Jusqu'à maintenant, l'Angleterre occupe le premier rang dans le monde du commerce. Lorsque ce pays trouve important de lancer un tel mouvement, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi il est encore plus important de renforcer la publicité pour le mouvement *svadéshî* en Inde ».

### **Les abus de l'industrie indienne du sucre<sup>584</sup>**

C'est le devoir de tout Indien d'encourager le mouvement *svadéshî*, mais les propriétaires de fabriques de sucre oublient souvent qu'ils ont eux aussi des responsabilités envers le peuple. Si vous payez le même prix pour un produit *svadéshî* et un produit étranger, le premier sera de qualité inférieure. C'est ce qui arrive avec le sucre. Depuis qu'on a banni le sucre étranger, cette industrie a fait beaucoup de progrès, mais les propriétaires de fabriques tentent de servir leurs propres intérêts en vendant du sucre de qualité inférieure. Récemment, un expert a critiqué l'industrie indienne du sucre en disant qu'il y avait plus d'impuretés dans le sucre produit en Inde que dans celui produit à l'étranger. Nous espérons que les fabricants de sucre tiendront compte de cette critique. En imposant une taxe sur le sucre étranger, le gouvernement protège cette industrie. Si les fabricants de sucre font un mauvais usage de cette protection, ils perdront la collaboration et la sympathie du peuple et cette industrie

---

<sup>584</sup>*Jagaran*, 7 novembre 1932.

montante risque de subir des pertes à cause de leur cupidité. Pour le moment, l'exploitation de la canne à sucre est encore profitable pour les agriculteurs indiens, mais si les fabricants de sucre continuent à se remplir les poches en vendant un produit sale, le peuple se mettra à manger du sucre étranger et les pauvres agriculteurs seront pénalisés inutilement. Les médecins peuvent bien faire des recherches sur les effets du sucre malpropre sur la santé, mais tout le monde sait qu'il n'est pas bon de manger des impuretés.

### **Les vrais et les faux produits *svadéshî*<sup>585</sup>**

Dans une lettre publiée il y a quelques jours dans la revue *Aj\*\**, le professeur Ramdas Gaur\* écrivait que les plumes fontaines que nous disons *svadéshî* sont complètement étrangères. Aucune de leurs pièces n'est fabriquée en Inde. On fait venir toutes les pièces de l'étranger et on les assemble ici. Mais on n'hésite pas à tromper le peuple en vendant ces plumes sous l'étiquette *svadéshî*. Et c'est le cas pour beaucoup d'autres produits. Des parfums, des vêtements en laine et en soie, des miroirs, des friandises et différentes sortes de papier sont vendus sous l'étiquette *svadéshî*, mais à part l'étiquette, elles n'ont rien d'indien. Ces commerçants malhonnêtes peuvent bien profiter du vent *svadéshî* qui balaye le pays pour s'enrichir, mais ils seront démasqués un jour et ils devront payer pour leur malhonnêteté. Nous invitons les organisateurs de foires *svadéshî* à n'accorder un espace sur le terrain d'exposition qu'aux commerçants ayant fait l'objet d'une sévère inspection. En acceptant des pots-de-vin de commerçants malhonnêtes, ils ne feront pas augmenter la vente des produits *svadéshî*, car en agissant ainsi ils empêcheront les vrais produits *svadéshî* d'accéder au marché.

### **L'effervescence dans l'industrie du sucre<sup>586</sup>**

Ces temps-ci, l'industrie du sucre est en effervescence. On ouvre chaque jour de nouvelles fabriques dans les districts où l'on cultive la canne à sucre. Le bruit court que l'industrie indienne fait de bons profits à cause des exportations à Java. Le profit de certaines fabriques serait de trois roupies et demie pour quarante kilos de sucre. On peut comprendre que les commerçants aient l'eau à la bouche en voyant un tel rendement. Mais si ces fabriques sont profitables aux commerçants, elles sont tout à fait nuisibles aux agriculteurs. Ils sont incapables de faire concurrence aux fabriques de sucre et leur *gur* ne peut pas rivaliser avec le sucre auprès des consommateurs. Ils n'ont donc d'autre choix

---

<sup>585</sup>*Jagaran*, 14 novembre 1932.

<sup>586</sup>*Jagaran*, 27 mars 1933.

que de maudire leur sort et d'apporter leurs cannes à sucre à la fabrique et d'accepter la somme dérisoire qu'on leur offre.

De la fin de novembre à la fin de mars, c'est la saison de l'extraction du jus de la canne à sucre. Pendant ces quatre mois, les paysans peuvent en boire tant qu'ils veulent et se faire une provision de *gur* et de sucre non raffiné pour l'année entière. Leurs animaux mangent les feuilles et les restes de la canne à sucre et les pauvres du village peuvent, eux aussi, boire un peu de jus de canne à sucre. Les paysans sont oisifs pendant cette période et c'est grâce à ces produits de la canne à sucre et à un peu de grain qu'ils peuvent la traverser. Ils gardent toute l'année du sucre non raffiné, de la mélasse et du *gur* pour leurs collations et pour accueillir les visiteurs. Ils ne pourraient pas survivre sans *gur*. Mais la fabrique de sucre est comme un démon qui suce leur sang, tout comme les manufactures du Lancashire sucent celui des tisserands.

Les fabricants de sucre ne sont pas nombreux et, s'ils le veulent, ils peuvent s'entendre pour garder bas le prix de la canne à sucre. Et ils ne se privent pas de le faire. Mais les agriculteurs n'ont pas cette possibilité. Il est impossible de former une organisation de plusieurs dizaines de millions d'agriculteurs. Ils n'ont donc pas d'autre choix que de s'en remettre à la pitié des fabricants de sucre. Ils doivent charger leur canne à sucre dans leur charrette ou dans une charrette louée et passer plusieurs jours au froid sous un arbre, dans la cour de la fabrique. Ils doivent verser un pot-de-vin avant de pouvoir la faire peser par des agents. Mais on ouvre tous les jours de nouvelles fabriques et le pays progresse. Alors que la canne à sucre appartenait à des dizaines de millions de paysans, elle se retrouve maintenant dans les mains de quelques commerçants. Mais personne n'a de remède pour corriger cette situation. Si ce ne sont pas les Indiens qui ouvrent des fabriques, ce seront les Anglais. La majorité des paysans accepte l'avance en argent que leur offrent les fabricants de sucre et signe un bail qui en fait les esclaves des propriétaires. Il n'y a pas de remède ! Nous vivons à l'époque du commerce et, que nous le voulions ou non, nous ne pouvons pas échapper à son emprise.

### *Svadéshî*<sup>587</sup>

Le seul moyen de se protéger de l'esclavage et la pauvreté, deux maladies pénibles et honteuses, est le *svadéshî*. Devenir *svadéshî* en pensée, en parole et en action, ne pas acheter un brin de fil à l'étranger, voilà le grand mantra dont la répétition a permis à la Grande-Bretagne d'établir son autorité sur la moitié du monde, à l'Amérique de devenir une terre dorée et au Japon de devenir la Grande-Bretagne de l'Asie. Si l'Inde et la Chine avaient appris cette leçon plus tôt, ces deux pays auraient déjà atteint les plus hauts sommets. Le

---

<sup>587</sup>*Jagaran*, 12 juin 1933.

jour où les marchés de l'Inde se sont remplis de produits étrangers, sa fierté a disparu. Le jour où la Chine, le pays qui a montré au monde comment fabriquer le papier, a rempli ses magasins de papier importé, les églises étrangères se sont mises à sonner le glas de son indépendance.

Les mots ne suffisent pas lorsqu'on veut montrer la grandeur du *svadēshī*. Quand nous portons sur nous-mêmes ou gardons dans notre chambre même un petit brin de paille qui vient de l'étranger, alors que nous aurions pu le trouver chez nous, il est clair que nous sommes en train de sucer notre propre sang et que nous enlevons ce qui est dans l'assiette de notre frère pour le donner à un étranger. Qu'ils soient rois d'un empire ou indigents, tous vouent un culte au *svadēshī*. Un jour, Georges V, le roi de l'Empire britannique, était en train d'inspecter un bureau du gouvernement lorsqu'il s'est aperçu qu'on y utilisait des machines à écrire fabriquées aux États-Unis et non en Grande-Bretagne. Cela l'a beaucoup attristé. Des centaines de milliers d'Européens vivent en Inde aujourd'hui. Si vous allez magasiner avec eux, vous verrez que les Allemands achètent des produits allemands et les Anglais des produits anglais. Avez-vous déjà vu un de nos rois utiliser des produits indiens dans ses bureaux ? Lorsqu'ils vont en visite en Angleterre, les avez-vous déjà entendus demander si tel ou tel produit indien était disponible dans les marchés anglais ?

Un de nos vices nationaux est de ne pas adhérer au *svadēshī*. Même si les produits *svadēshī* coûtent plus cher, nous devrions les acheter quand même, car ils sont produits chez nous. Nous devrions tolérer qu'ils soient de mauvaise qualité. Personne ne se gifle lui-même pour une erreur qu'il a commise. Nos propres crimes sont ceux que nous excusons le plus facilement. Il devrait en être de même pour les produits *svadēshī*.

Les vêtements occupent la première place parmi les produits *svadēshī*. Porter des vêtements fabriqués à l'étranger, c'est commettre une injustice envers notre pays et envers le Seigneur. Pourquoi acheter à l'étranger des produits que nous pouvons fabriquer nous-mêmes ? Nous n'appelons pas au boycottage, nous ne cherchons pas à envenimer les relations avec les autres pays et nous ne conseillons pas de faire du piquetage autour des boutiques qui vendent des produits étrangers. Nous ne faisons que rappeler à chacun ses responsabilités. Le *svadēshī* est un devoir et une responsabilité. En dépit de la force du mouvement pour l'indépendance nationale, les produits et les vêtements étrangers sont de plus en plus abondants en Inde. *The Free Press Journal*\*\* vient de publier des statistiques étonnantes à ce sujet et nous voudrions attirer l'attention de nos lecteurs sur cette question.

Malgré l'intérêt grandissant pour le *svadēshī* et la faiblesse des marchés, l'importation des produits anglais en Inde s'est accrue plus qu'on ne l'avait anticipé. La publicité publiée récemment par l'Association de propriétaires

d'usines de Bombay révèle que pendant les années commerciales (mars à mars) 1931-1932 et 1932-1933, l'importation du fil de coton a augmenté de 49 % et celle du textile de 58%. Pendant les trois derniers mois de la présente année, l'importation de vêtements étrangers – et pas seulement celle des produits japonais bon marché – a beaucoup augmenté. L'importation de vêtements kaki anglais a augmenté de 83.3 % et celle des vêtements kaki japonais de 32.5 %. Le 31 mars 1933, on avait acheté 4 510 000 verges de fil à l'étranger. L'année précédente, on en avait importé 3 160 000 verges. Les importations de fils d'Angleterre sont passées de 1 190 000 à 1 340 000 verges et celles de fils du Japon sont passées de 620 000 à 810 000 verges. L'année dernière, nous avons importé 77 560 000 verges de textile et cette année, nous en avons importé 122 530 000 verges ! Après septembre 1932, c'est en mars 1933 que les importations ont été les plus importantes [...] Les produits importés de l'étranger se retrouvent également à Bombay, à Madras, au Bengale, au Sind et en Birmanie.

Indiens, prenez garde ! La politique de tout le pays s'en va dans une direction et le *svadéshî* s'en va dans une autre ! Les promoteurs du *svadéshî* doivent s'en préoccuper.

### **Les vêtements et le coton indiens<sup>588</sup>**

Les vêtements japonais utilisent le coton indien, même s'ils sont fabriqués à l'étranger, alors que les vêtements fabriqués en Inde sont considérés comme *svadéshî*, même s'ils sont fabriqués avec du coton étranger. Les vêtements indiens ne sont-ils *svadéshî* que parce qu'ils sont fabriqués en Inde ? Le coton est l'élément principal des vêtements. Le coût de fabrication d'un vêtement rugueux n'est que d'un ou deux *paisâ* la verge. Sur quels arguments peut-on s'appuyer pour dire qu'un vêtement est *svadéshî*, quand il ne rapporte presque rien aux travailleurs indiens et quand il faut payer très cher le coton utilisé pour le fabriquer ? Dans ce cas, le tabac américain devient *svadéshî* lorsqu'on l'utilise en Inde pour fabriquer des cigarettes et le *gur* de Java devient *svadéshî* lorsqu'on s'en sert pour fabriquer du sucre en Inde. Les vêtements japonais sont plus *svadéshî* que des vêtements fabriqués avec du coton étranger, car ils sont faits avec du coton indien. Mais on voudrait que le peuple considère comme *svadéshî* ces vêtements fabriqués avec du coton étranger et ceux qui sont fabriqués avec du coton du pays. Nos fabricants de vêtements ne veulent pas acheter le coton indien et le rejettent avec mépris. Ils n'ont besoin que d'un peu de ce coton pour le mélanger à celui qu'ils importent, mais le Japon s'en sert pour fabriquer d'excellents vêtements qu'il exporte en Inde. Pourquoi nos fabricants de vêtements n'ont-ils pas assez d'amour du pays pour acheter

---

<sup>588</sup>*Jagaran*, 3 juillet 1933.

et utiliser le coton cultivé ici ? Ne sont-ils pas assez intelligents pour apprendre à l'utiliser ou trop fiers pour chercher à l'apprendre des autres ? Ce qu'ils veulent, ce sont des mesures protectionnistes et des profits. Pour les paysans, il n'y a qu'un remède à cette situation. Ils doivent apprendre à produire leur propre fil, à fabriquer eux-mêmes leurs vêtements et bannir les vêtements fabriqués avec du coton étranger, même si cela nuit à nos relations commerciales avec le Japon. Les fabricants de vêtements indiens devront acheter le coton d'ici, sinon il faudra boycotter leurs vêtements. Les paysans ont commencé à se rendre compte que les vêtements qu'on dit *svadéshî* sont fabriqués avec du coton étranger.

### **La taxe sur l'importation du sucre<sup>589</sup>**

Une taxe d'une roupie par cent livres a été imposée sur l'importation du sucre et le bruit court que plusieurs fabricants de sucre ont demandé au gouvernement de nationaliser leurs fabriques de sucre en échange d'un revenu de 7 ou 8% de la production. Si nous avions accès au gouvernement, nous lui dirions d'accepter cette proposition et de se débarrasser des fabricants de sucre en leur donnant des revenus de 7%. Est-ce pour 7 ou 8% de profit qu'ils ouvrent continuellement de nouvelles fabriques ? Plusieurs fabricants de sucre ont pu récupérer leur investissement en quatre ans et leurs profits ont dépassé 15%. C'est parce qu'ils ne veulent pas que le prix de la canne à sucre augmente qu'ils font tout ce tapage. Ils prétendent être acculés à la faillite s'ils doivent payer un *ânâ* de plus pour quarante kilos de canne à sucre. S'ils accordaient cette augmentation aux agriculteurs, ils pourraient obtenir toute la canne à sucre qu'ils veulent et ce serait bon pour leur réputation. Mais désormais, il leur faudra payer une taxe et subir des menaces. Toutefois, le gouvernement devra se servir des revenus de cette taxe pour améliorer les conditions de la culture de la canne à sucre. En plus de permettre d'augmenter la production, cela sera bénéfique pour les agriculteurs.

### **Pourquoi des mesures protectionnistes<sup>590</sup> ?**

À notre époque dominée par le commerce, le consommateur n'a aucune importance et tout va aux commerçants. Les consommateurs n'existent que pour remplir les poches des commerçants qui peuvent exiger ce qu'ils veulent pour leurs produits, ne sont soumis à aucune restriction et ne craignent aucune pénalité. Personne ne les arrêtera s'ils font des profits 100, 200 ou 500%, mais

---

<sup>589</sup>*Jagaran*, 3 juillet 1933.

<sup>590</sup>*Jagaran*, 16 octobre 1933.

les prêteurs qui exigent des intérêts usuraires peuvent être traînés en cour et reconnus coupables.

Encore aujourd'hui, on tente de trouver des moyens de mieux encadrer les profits des commerçants. Ils sont à la fois juges et parties et personne ne peut poser de question à ce sujet. Mais lorsqu'un commerçant de l'extérieur veut vendre des produits bon marché, ces mêmes commerçants prétendent vouloir protéger l'industrie nationale et insistent pour que le gouvernement impose une forte taxe à l'importation à ce nouveau concurrent, ce que le gouvernement accepte avec joie. En quoi cela lui ferait-il du tort ? Si cette taxe entraîne une diminution de ses revenus, il peut la compenser par l'impôt sur le revenu des commerçants et obtenir leur support sans que cela lui coûte une seule roupie.

Mais ce genre de mesures protectionnistes constitue une grave injustice envers le peuple, car des dizaines de millions de consommateurs doivent payer une taxe qui ne profite qu'aux commerçants. On impose une taxe à l'ensemble des consommateurs au profit de quelques capitalistes, et le peuple n'a personne à qui se plaindre. Même s'il meurt de faim, il est forcé de payer une roupie et un quart pour un produit qui vaut une roupie parce que les industriels refusent d'assumer ce coût. Mais si ces capitalistes croient qu'ils ont le droit de combler leur perte en imposant une taxe au peuple, ce dernier n'a-t-il pas lui aussi le droit d'imposer des restrictions à leurs profits ? Si leurs profits dépassent 5 ou 6%, ne pourrait-il pas les poursuivre en justice pour détournement de fonds et malhonnêteté et les envoyer respirer l'air de la prison ? C'est ce que prescrit la justice, mais qui écoute les consommateurs à notre époque marquée par le commerce ?

## **Sacrifier les consommateurs aux intérêts des dirigeants d'entreprises<sup>591</sup>**

Les propriétaires d'usines de Bombay ont réglé leur problème en faisant un compromis avec le Lancashire sans se demander où les paysans vendront leur coton. Ni le Lancashire ni les industriels indiens ne veulent assumer cette responsabilité. Leur objectif est de trouver un moyen d'empêcher les vêtements bon marché du Japon d'entrer dans le pays. La taxe 25% sur les produits étrangers a été réduite à 20%. M. Mody\* a pensé aux intérêts des industriels en oubliant les consommateurs qui seront forcés de payer plus cher pour leurs vêtements. Si le Lancashire vend ses vêtements chers, les commerçants d'ici feront la même chose. Le pauvre citoyen a de la difficulté à manger à sa faim. Dans un discours prononcé sur ce sujet, un professeur

---

<sup>591</sup>Jagaran, 6 novembre 1933.

d'économie de l'Université d'Allahabad a présenté le point de vue des consommateurs :

« Le but des économistes est de rendre l'Inde plus prospère pour que le peuple ait des objectifs plus élevés dans la vie et que les gens disposent d'une nourriture plus abondante et de plus de vêtements. Si on laisse entrer les vêtements japonais bon marché, les pauvres auront plus de vêtements à se mettre sur le dos. L'année dernière, l'importation de vêtements japonais a permis à approximativement huit millions de familles de doubler leur consommation de vêtements. Ainsi, en obtenant plus de vêtements, l'Inde est devenue plus prospère. Reste la question de la nourriture. Le montant que le pays a dû verser au Japon pour acheter ces vêtements est un peu inférieur à celui que le Japon a payé pour le coton indien ».

### **Le libéralisme de M. Mody<sup>592</sup>**

Les propriétaires d'usines de textile de Bombay ont obtenu une réduction de 5% de la taxe sur l'importation du coton du Lancashire. Ils espèrent ainsi qu'il y aura un engouement pour leur marchandise dans tout l'Empire et que leurs entrepôts se videront en un clin d'œil. Le marché indien n'a pas d'importance pour eux, car les paysans affamés d'ici n'achèteront pas leurs vêtements. Ces industriels de Bombay s'imaginent sans doute que le sentiment pour le *svadêshî* est si fort en Inde que ce marché ne leur échappera pas, quel que soit le prix des vêtements. Mais ils apprendront très vite qu'ils se trompent.

### **La montée du protectionnisme<sup>593</sup>**

Qu'ils soient vice-rois, commerçants ou *zamîndâr*, tous réclament des mesures protectionnistes. Ceux qui ont du pouvoir peuvent faire des lois à leur guise et pourront bénéficier de telles mesures, mais ceux qui n'en ont pas devront faire pression sur le gouvernement pour les obtenir. Il y a des mesures protectionnistes pour les vêtements, les chaussettes et les camisoles, la soie, les jouets. C'est parce les chefs d'entreprise et les commerçants sont incapables de faire face à la concurrence étrangère qu'ils demandent des mesures protectionnistes dans presque tous les domaines. Ils ne cherchent tous qu'à sortir le plus d'argent possible des poches des consommateurs. Personne n'est capable d'empêcher l'arrivée des produits étrangers en fabriquant des produits bon marché, et le peuple est impuissant. Personne n'a le droit d'intervenir dans la façon dont les entreprises indiennes investissent leur

---

<sup>592</sup>*Jagaran*, 13 novembre 1933.

<sup>593</sup>*Jagaran*, 12 février 1934.

capital. Elles peuvent gaspiller autant qu'elles veulent et manquer d'organisation, mais personne ne peut dire un mot. Elles sont libres de faire autant de profits qu'elles veulent. Elles n'ont pas besoin de faire d'efforts, d'être économes et bien organisées. Dès qu'elles commencent à chanceler, elles réclament des mesures protectionnistes. Elles demandent une roupie pour un produit que les entreprises étrangères vendent une demi-roupie et le peuple est forcé de payer. Ceux qui auraient vraiment besoin de protection et qui devraient en bénéficier, ce sont les agriculteurs, car tout le monde sait combien leur situation est difficile. Mais c'est pour ceux qui gaspillent des centaines de milliers de roupies et forcent le peuple à acheter des produits chers au bénéfice de leur petite communauté qu'on demande des mesures protectionnistes. Nous vivons à l'époque des commerçants et personne ne peut l'emporter sur eux.

### **La Société *svadēshī* panindienne<sup>594</sup>**

En décembre dernier, plusieurs propositions ont été adoptées à la réunion de la Société *svadēshī* panindienne<sup>595</sup> à Bombay. L'une d'entre elles visait à empêcher les commerçants de profiter de la force du mouvement *svadēshī* dans la population pour lui vendre très cher des produits de mauvaise qualité. Cette proposition critiquait les commerçants pour ce pillage éhonté et les appelait à partager avec les consommateurs les profits générés par des mesures protectionnistes en vendant leurs produits moins cher. Elle les invitait à mieux se comporter avec les travailleurs.

Aussi longtemps que la Société *svadēshī* n'aura pas le pouvoir d'inspecter les registres des commerçants, ceux-ci continueront à créer des problèmes et à réclamer des mesures protectionnistes. Ils ne voudront certainement pas augmenter le salaire des travailleurs d'ici ou aider les agriculteurs à vendre leur production. À quoi serviraient alors des mesures protectionnistes ?

### **La crise s'aggrave<sup>596</sup>**

Les propriétaires d'usine de Bombay et d'Ahmedabad ont obtenu les mesures protectionnistes qu'ils demandaient. Les droits de douane sur l'importation des produits japonais ont augmenté de 75% et maintenant, ils font des gains fabuleux en vendant leurs produits très chers. Réalisant de gros profits, ils

---

<sup>594</sup>Jagaran, 19 mars 1934.

<sup>595</sup>« āl indiyā svadēshī sangh ». Au lieu de ce calque de l'anglais, on trouve ordinairement Akhila Bhāratīya Svadēshī Sangha. Il s'agit d'une société panindienne pour la promotion de l'achat de produits indiens, sur laquelle il semble impossible d'en savoir davantage (A. C.).

<sup>596</sup>Jagaran, 19 juin 1935.

achètent des automobiles et vivent dans l'opulence. C'est le règne des commerçants et le consommateur ne compte pas. Il n'est né que pour payer aux commerçants les prix qu'ils demandent et pour mourir de faim. Lorsque ceux-ci ont des problèmes, ils réclament des mesures protectionnistes. Mais qui écouterait le peuple ? Les commerçants contrôlent les journaux et l'administration et personne ne peut les égaler dans l'art de la propagande. Ceux qui possèdent le savoir et le génie sont prêts à se mettre à genoux devant eux. Dans la période de chômage et de ralentissement des marchés que nous traversons, nous pouvions au moins acheter des vêtements bon marché, mais les manufacturiers veulent tellement notre bien qu'ils ne peuvent plus le supporter.

Les vêtements japonais sont si bon marché en Inde que les manufacturiers d'ici sont incapables de les concurrencer. Nous leur demandons : « Pourquoi ne pouvez-vous pas leur faire concurrence ? Si vous n'êtes pas assez intelligents pour fabriquer des produits bon marché, aller vous asseoir sur les genoux des Japonais et apprenez d'eux. Pourquoi faudrait-il que ce soit le peuple qui paye pour votre imbécilité, votre stupidité et votre gaspillage ? Les commerçants anglais peuvent au moins répondre que le salaire des ouvriers a augmenté chez eux et qu'ils veulent satisfaire les attentes de leurs travailleurs. Mais en Inde, le salaire des ouvriers a-t-il augmenté ? »

Les commerçants peuvent-ils dire que les ouvriers indiens sont plus heureux que les ouvriers japonais ? Ils peuvent bien le dire, car tout ce qui sort de la bouche des riches est vrai ! Mais seuls les riches les croiront. Nous savons tous que si la situation de travailleurs japonais n'est pas idéale, elle est bien meilleure que celle des travailleurs indiens. Cela n'a pas empêché les commerçants japonais de dominer complètement le marché indien, alors que nos manufacturiers lents d'esprit réclament en pleurant des mesures protectionnistes. Comme l'enfant qui mord l'adversaire au jeu, ils pillent les gens sans défense. Voilà ce qu'ils font !

On prétend maintenant que la menace de boycotter le coton indien n'est qu'une menace en l'air. D'éminents économistes à la solde des grands industriels s'époumonent à crier que le Japon ne peut pas se passer du coton indien et écrivent dans les journaux. Mais peut-on nous dire ce que fera le Japon du coton qu'il importe de l'Inde si nous n'achetons pas ses vêtements ? Le transformera-t-il en combustible ? S'en servira-t-il pour faire des feux lors de la fête de *Holi* ? C'est parce qu'il pouvait écouler ses vêtements chez nous que le Japon achetait ici du coton bon marché pour alimenter ses manufactures et vendre ses produits le moins cher possible aux paysans pauvres.

Lorsque le Japon aura perdu le marché indien, nous ne pouvons pas comprendre ce qu'il fera du coton acheté en Inde. Il peut produire en Mandchourie le coton dont il a besoin pour sa consommation domestique. Si

la menace du Japon se révèle ne pas être une menace en l'air, les commerçants indiens peuvent-ils promettre, la main sur le cœur, d'acheter tout le coton indien au même prix qu'il est vendu au Japon ? Peuvent-ils prendre cet engagement ? Après avoir étudié attentivement toutes les déclarations de ces riches manufacturiers, nous pouvons dire que personne n'a eu le courage de faire cette promesse. Le sort des paysans indiens ne les préoccupe pas. Les agriculteurs de l'Inde peuvent bien mourir pourvu que les commerçants puissent leur vendre des vêtements et continuer à se remplir les poches. Ils contrôlent l'administration et peuvent faire passer une loi qui obligerait chaque Indien à acheter une quantité déterminée des vêtements qu'ils fabriquent. Et nous pouvons les assurer que le gouvernement anglais serait très heureux d'accepter cette proposition, car elle lui serait très profitable et les produits du Lancashire se vendraient encore mieux. Il ne lui reste plus qu'à faire passer cette loi.

Les propriétaires de manufactures doivent également se demander qui achètera leurs vêtements coûteux. Les agriculteurs sont leurs plus grands acheteurs, mais quelle source de revenus leur reste-t-il ? Le blé se vend mal, il n'y a pas de demande pour les oléagineux, le marché du jute est disparu, on leur a enlevé la fabrication du sucre et ils doivent maintenant vendre toute leur canne à sucre debout, à un quart de sa valeur. La vente du coton leur apportait un certain revenu, mais on est en train de leur enlever ce dernier moyen de subsistance. Où prendront-ils l'argent pour acheter des vêtements coûteux ? Leur production ne suffit pas pour leur permettre de payer le loyer de leur terre et de se nourrir, et on leur enlève même cette production. Ils ne sont pas organisés et ne peuvent pas faire entendre leur voix. On pourra les frapper autant qu'on voudra, mais nous sommes convaincus que ces mesures protectionnistes n'entraîneront aucune augmentation de la consommation des vêtements indiens. À cette époque de ralentissement économique et de chômage, le peuple indien n'acceptera pas de payer une roupie et demie pour un produit qu'il peut trouver à une roupie.

On prétend que le Japon a diminué la valeur du yen, mais nous demandons : « Est-ce ce yen que les commerçants japonais utilisent pour acheter le coton indien ou fabriquent-ils un autre yen pour faire cet achat ? » Du point de vue japonais, cela signifie que le coton est cher. S'ils réussissent à fabriquer des vêtements bon marché avec ce coton cher, les manufacturiers d'ici ont la responsabilité d'aller demander au Japon par quelle magie ils réussissent cet exploit. Pourquoi ne les imitent-ils pas ? Ils ne peuvent pas compenser leurs incapacités en imposant arbitrairement une surtaxe au pauvre peuple de l'Inde. Vendre cher un produit bon marché et bloquer l'importation des produits bon marché équivaut à ajouter une surtaxe.

Très bien ! Si le Japon a pu réussir en dévaluant le yen et si l'on pouvait régler tous les problèmes en dévaluant la monnaie, pourquoi ces manufacturiers ne

font-ils pas des pressions pour que l'Inde dévalue la roupie ? Cette stratégie ne pourrait-elle pas marcher ici ? Pourquoi ne marcherait-elle pas ? Pourquoi ne font-ils pas des pressions pour que le gouvernement applique ici cette politique qui a été une panacée au Japon ? Ils devraient lancer un mouvement dans ce sens. Mais ils ont sans doute trouvé une astuce plus profitable : empêcher les produits japonais d'entrer en Inde et forcer le peuple à payer plus cher pour ses vêtements. À quoi sert une industrie manufacturière locale si le pays est obligé de payer plus cher pour ses produits ?

Le peuple en a assez de ces mesures protectionnistes. Tous souhaitent pouvoir vendre leurs produits partout dans le monde sans devoir acheter ceux des autres. Tous les pays voudraient que la richesse s'accumule dans ses coffres et qu'il n'en sorte pas un sou vers l'étranger, mais cela est impossible. Plus il y a de mesures protectionnistes, moins il y a d'échanges commerciaux. Aujourd'hui, ces échanges ne sont que le tiers de ce qu'ils étaient il y a cinq ans, et l'on continue néanmoins à réclamer plus de protectionnisme. Si le Japon cesse d'acheter le coton indien (il mettra forcément cette menace à exécution), la consommation de vêtements diminuera encore et cela aura des répercussions sur tous les autres produits. Pour le moment, les manufacturiers peuvent se pâmer de joie, mais ils le regretteront très vite.

Le peuple n'est pas organisé, mais la pauvreté qui s'accroît chaque jour est une force de mobilisation très puissante. Nous ne plaidons pas pour les vêtements japonais, mais en faveur du peuple, et nous ne voulons pas qu'on l'étrangle par des moyens détournés. Le plus grand défaut du protectionnisme est de libérer les industriels du souci de la concurrence et de leur enlever toute incitation à mettre de l'ordre dans leur maison. Mais c'est une maison de verre dans laquelle ils ne pourront pas rester tranquilles bien longtemps. Les mesures protectionnistes peuvent avoir du sens pour une industrie qui est encore jeune, mais lorsqu'une industrie a grandi, elle n'a aucun avenir si elle n'a pas appris à se tenir debout.



## Sixième partie

### LES AGRICULTEURS ET LES TRAVAILLEURS<sup>597</sup>

*Cette partie traite des agriculteurs et des travailleurs, les grands perdants de la colonisation aux yeux de Premchand. Les faibles revenus des agriculteurs constamment assaillis par de nouvelles taxes et impôts et leur économie de subsistance sont souvent dénoncés par Premchand. Comme aujourd'hui, le fardeau fiscal imposé aux agriculteurs en poussait plusieurs au suicide. Du vivant de Premchand, plus de 90% de la population vivait dans les campagnes et le taux d'alphabétisme n'atteignait pas 10%. Le retard substantiel de l'Inde dans son développement s'explique en partie par cette dichotomie ville/campagne où les paysans peinent à sortir de la pauvreté. Pour comprendre l'Inde d'aujourd'hui, un regard sur les villages est essentiel, car d'ici 2050 plus d'un demi-milliard d'individus quitteront leur campagne pour s'établir en ville.*

*Dans un pays où la mobilité sociale est entravée par le système de caste, il est difficile pour les paysans de sortir de la pauvreté. À l'origine, les paysans constituaient la quatrième et dernière caste (shûdra). Ce n'est que plus tard que l'introduction de l'intouchabilité divise cette caste en deux catégories : les paysans et ceux et celles qui touchent à la souillure et aux cadavres et qui portent le nom d'intouchables dans la littérature occidentale. Appelés aussi dalit ou harijan, ces hors-castes n'ont pas accès à l'éducation et encore moins à la gouvernance. On pourrait même suggérer que cette division sociale assure la production d'un « cheap labor » facilement exploitable, ce qui demeure une problématique du sous-développement indien.*

*Du vivant de Premchand, la masse paysanne vivait à la campagne, et ceux qui s'exilaient allaient rejoindre le prolétariat urbain ou les filatures indiennes qui profitaient du mouvement svadêshî. Les conditions de travail dans ces usines indiennes reproduisaient en quelque sorte la permission de l'exploitation connue sous le régime des castes. Ainsi,*

*les ouvriers étaient très mal traités et la création de syndicats n'a pas tardé une fois l'industrialisation enclenchée en Inde.*

---

<sup>597</sup>Vividh Prasang, vol. II, p. 479-512. Premchand ké vicâr, vol. II, p. 42-66. Un seul texte porte sur les travailleurs dans cette section (Ndt).

*L'éveil syndical apparaît à la fin du 19<sup>e</sup> siècle avec des pionniers comme Narayan Meghanji Lokhande (1848-1897) qui publie Deenbandhu (L'ami des opprimés) de 1880 à 1897. En 1848, son collègue mahâtmâ Phule (1827-1890) ouvre la première école pour femmes et plusieurs institutions pour les basses castes. Il fonde la Satyashodhak Samaj (Société pour la recherche de la vérité) qui critique fortement les divisions sociales. En plus, il lance la Bombay Mill Hands' Association (1890), considérée comme le premier syndicat moderne en Inde. Entre 1905 et 1907, les syndicats des imprimeurs et des débardeurs se constituent tout comme celui des employés des postes. Après une pause pendant la guerre, le syndicalisme reprend de plus belle avec la création de l'All India Trade Union Congress (1920), puissante organisation qui regroupe plusieurs syndicats. D'ailleurs, le Trade Unions Act de 1926 permettra la reconnaissance officielle des syndicats. Initialement dirigée par Lala Lajpat Rai et Chittaranjan Das, c'est le jeune socialiste Jawaharlal Nehru\* qui préside la All India Trade Union en 1928. Ce passage dans le monde syndical est important pour comprendre la philosophie politique de Jawaharlal Nehru\* et sa position sur le socialisme et le mouvement de décolonisation. Pour lui, et tous ses avatars de la décolonisation ailleurs dans le monde, l'État doit nationaliser et redistribuer la richesse, chose que l'État colonial ne faisait pas.*

*Ces revendications de travailleurs se transforment en partis politiques ayant leurs préoccupations comme objet principal de revendication. Ainsi, la création en 1920 du parti communiste indien par Manabendra Nath Roy (1887-1954) résultait de l'internationale socialiste qui, sous l'impulsion de Lénine, encourageait le mouvement dans les colonies. Ce parti inquiétait au plus haut point les autorités britanniques qui décidèrent en 1929 d'arrêter 27 personnes, dont trois Britanniques, et de les accuser de conspiration pour saper l'autorité du roi George V. La crise économique et l'échec de la grève des textiles à Bombay auront comme conséquence de ralentir l'organisation politique du mouvement ouvrier. Il faudra attendre la création du Prakash Narayan Congress Socialist Party en 1934 pour voir renaître la gauche syndicale indienne. Ce fut aussi une tentative de rapprocher le Congrès indien des préoccupations syndicales. Très influents au sein du Congrès, les notables se distanceront de ces radicaux également appuyés par les paysans.*

*En Inde, les terres sont souvent la possession de grands propriétaires (zamîndâr) et les paysans subsistent par l'endettement. Toutes taxes imposées par les Britanniques sont refilées aux paysans par les zamîndâr. Un mouvement de révolte prend naissance dans la Province-Unie sous la direction de Baba Ram Chandra (1875-1950), brahmane pauvre reconnu pour son activisme contre l'exploitation des engagés indiens aux îles Fiji. Il fonde la Kîsan Sabhâ (L'union paysanne) en 1919 avant d'établir plus de 350 associations locales. Devant le désintérêt du Congrès indien pour les questions paysannes, il se joint au Congress Socialist party en 1934. Un autre*

*leader, svâmî Sahajanand Saraswati (1889-1950) organise la Kisan Sabhâ au Bihar lorsque le coût des loyers double en 1929. Il sera élu président de la All India Kisan Sabhâ en 1936, rapprochant ainsi la question paysanne du mouvement communiste, tout en l'éloignant du Congrès.*

*Les chroniques de Premchand sur les ouvriers et les paysans traduisent cette déception des militants de gauche envers le Congrès indien pendant les années 1930. « Pour que la condition des agriculteurs s'améliore, il faudrait adopter une législation qui provoquerait une véritable révolution dans la société, si elle était appliquée »<sup>598</sup>. Des doutes surgissent sur la capacité du Congrès à vouloir changer l'ordre des choses qui ont historiquement favorisé les notables et les hautes castes. Cette agitation supportée par Premchand indique aussi que les problèmes ouvriers et agricoles ne seront pas réglés par l'indépendance. Il faudra abattre les privilèges aristocratiques et les droits financiers des navâb, des zamîndâr et maharajas, ce que fit finalement Indira Gandhi en 1974 !* (S. G.)

## **La responsabilité des zamîndâr dans le nouveau contexte<sup>599</sup>**

Son Excellence le gouverneur de l'Assemblée vient de faire une tournée dans le Bahraich<sup>600</sup>. L'Association des grands propriétaires terriens de ce district a préparé un discours pour l'accueillir. Dans ce discours, elle demandait au Conseil d'État de créer une deuxième Chambre dans le district et de lui accorder suffisamment de pouvoir pour assurer la protection des zamîndâr. En réponse à ce discours, le gouverneur a donné quelques conseils à ces messieurs. Il faut espérer qu'ils prendront le temps d'y réfléchir à tête reposée et qu'ils les mettront en pratique à l'avenir. Le gouverneur a déclaré fort justement que personne n'a plus d'influence sur les agriculteurs que les zamîndâr. Il a averti ces derniers de ne pas trop compter sur les sièges qui leur sont réservés à l'Assemblée, car cette politique de sièges réservés fait l'objet d'attaques auxquelles il est de plus en plus difficile de résister.

Toutefois, à cause de leur aveuglement égoïste, de leur goût du confort, de leur insouciance et de leur arrogance, nos zamîndâr et nos grands propriétaires fonciers ont perdu leur influence et ne peuvent même plus compter sur le vote de leurs tenanciers pour obtenir un siège à l'Assemblée. Si nos zamîndâr étaient plus réfléchis et comprenaient que c'est grâce à leurs tenanciers qu'ils peuvent mener une vie paisible et qu'ils ont aussi des responsabilités envers

---

<sup>598</sup>Article « La détresse des agriculteurs », p. 547.

<sup>599</sup>Jagaran, 29 août 1932.

<sup>600</sup>District de l'Uttar Pradesh (S. G.).

eux, pourquoi ceux-ci se révolteraient-ils ? Mais s'il n'en dépendait que des *zamîndâr*, la situation des tenanciers serait encore plus déplorable qu'elle l'est maintenant. C'est grâce au travail des Conseils que les *zamîndâr* ont un peu plus les mains liées et que les agriculteurs ont pu obtenir quelques droits. Si ces maîtres de la terre continuent de se comporter de cette manière, l'avenir s'annonce plutôt sombre pour eux. Selon les termes mêmes du gouverneur, « les *zamîndâr* devraient plutôt faire confiance à leur bonne conduite », car s'ils peuvent assurer leur protection par des artifices, ils ne pourront pas le faire d'une manière durable. Un bâton peut aider un voyageur, mais c'est sur ses jambes qu'il doit compter s'il veut parvenir à destination.

### **La protection de la propriété des *zamîndâr*<sup>601</sup>**

Tout comme les agriculteurs, beaucoup de *zamîndâr* sont endettés. Ce ne sont pas seulement les petits *zamîndâr* qui croulent sous le poids des dettes, mais aussi ceux qui paient des centaines de milliers de roupies en impôt foncier. Sur ce point, la seule différence entre les *zamîndâr* et les agriculteurs est que les agriculteurs sont endettés en dépit de tous leurs efforts, tandis que les *zamîndâr* le sont seulement parce qu'ils gaspillent trop et aiment trop le luxe. Non seulement les grands *zamîndâr*, mais même les plus petits considèrent comme un déshonneur de faire le moindre travail et ont recours à toutes sortes d'expédients pour gagner leur vie. Le gouvernement songe à faire une loi pour protéger les *zamîndâr* dans notre province, comme il l'a fait au Bundelkhand et au Pendjab. Selon le gouvernement, les *zamîndâr* dont la famille exerce cette fonction depuis des générations sont aimés par leurs tenanciers et font très bien leur travail. Mais beaucoup d'entre eux passent presque toute leur vie dans le confort des villes. Ils traitent leurs sujets comme des vaches à lait dociles dont le seul travail est de donner du lait et qui ne protestent jamais, même si l'on ne leur donne que de la paille à manger. Certains de ces *zamîndâr* n'ont même jamais visité leur district et, pourvu que leurs agents leur apportent l'argent qui leur est dû, ils ne se préoccupent pas de savoir si leurs sujets sont heureux ou malheureux. En protégeant ce genre de *zamîndâr*, le gouvernement ne fera qu'encourager leur goût du luxe et fera disparaître le peu d'intérêt qu'ils ont pour leurs tenanciers.

Les postes de fonctionnaires sont-ils donnés aux membres de familles qui les ont obtenus pendant des générations et dont c'est la fonction héréditaire ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi serait-il nécessaire que le gouvernement accorde sa protection à une communauté particulière ? Ceux qui refusent de marcher avec leur époque ne peuvent pas réclamer une protection particulière. De plus, si l'on adopte cette loi, il faudra diviser la population en « agriculteurs » et

---

<sup>601</sup>Jagaran, 12 octobre 1932.

« non-agriculteurs », ce qui risque de créer une grave injustice, car les prêteurs et les autres riches ne font pas partie d'une caste particulière. On trouve des prêteurs parmi les *kurmî*, les *kâchî*, les brahmanes et les *kshatrî*. Parfois, les brahmanes ne sont pas des prêteurs, mais des tenanciers. Comme il n'y a pas de castes chez les musulmans, il faudra les considérer tous comme des agriculteurs. Si le gouvernement veut corriger la situation, il devra plutôt être plus sévère envers les vieilles familles de *zamîndâr* qui imposent leur autorité aux paysans et favoriser les nouveaux *zamîndâr* qui se mêlent au peuple. Nous ne croyons donc pas que la loi qu'il prépare soit nécessaire.

### **La proposition du comité sur l'endettement des agriculteurs<sup>602</sup>**

Tout le monde sait que les agriculteurs de l'Inde croulent sous le poids des dettes. Ils sont forcés de s'endetter dans presque tout ce qu'ils font. Ils doivent emprunter pour acheter leur grain de semence et payer en intérêt deux fois et demie le montant de leur emprunt. Ils achètent leurs vêtements à crédit des marchands de tissus ou des colporteurs pachtou et doivent payer au moins 25% par année d'intérêt sur cet emprunt. Ce taux peut atteindre parfois 40% ou 50%, car il n'y a pas de limite supérieure. Une fois qu'il s'est endetté, le paysan pauvre ne pourra plus jamais se libérer de sa dette. Il ne réussit pas à rembourser l'intérêt ! Comment pourrait-il rembourser le montant de l'emprunt ? Il laissera cette dette en héritage à ses fils. Après leur avoir prêté cinquante ou cent roupies, beaucoup de *zamîndâr* et de prêteurs forcent des agriculteurs ou des ouvriers à travailler pour eux jusqu'à la fin de leur vie. Ils ne leur donnent qu'un peu de grain à manger chaque jour et leur salaire ne sert qu'à payer l'intérêt de cet emprunt. Il leur arrive même souvent de se rendre à l'aire de battage des agriculteurs pour s'emparer de la récolte. Lorsque le *zamîndâr* a pris ce qui lui revient pour payer le loyer et que le prêteur s'est emparé de ce qui restait pour rembourser son prêt, il ne reste plus rien pour le paysan. Il retourne chez lui en pleurant sur son sort. Cela se passait déjà à l'époque où le prix des grains était bon et où les agriculteurs réussissaient encore à se faire un peu d'argent. Mais aujourd'hui, les pauvres paysans ne voient pas la couleur de l'argent. Et ce n'est pas la faute des *zamîndâr* ni même celle du gouvernement. Si les *zamîndâr* ne se faisaient pas payer leur loyer par les tenanciers, avec quoi pourraient-ils s'acheter de quoi manger et payer leurs impôts au gouvernement ? Si les prêteurs ne collectaient pas ce que les paysans leur doivent, ils seraient ruinés.

Il y a quelque temps, le gouvernement a créé un comité pour réfléchir à ce problème. Ce comité comprend des fonctionnaires et des personnes qui

---

<sup>602</sup>*Jagaran*, 12 octobre 1932.

n'appartiennent pas au gouvernement. Lorsqu'on examine la liste des membres de ce comité, on s'aperçoit que ce sont des messieurs de toute opinion, idéologie et conviction. On y trouve des *zamîndâr*, des économistes, des fonctionnaires du gouvernement et des membres du Conseil. Après plusieurs mois de travail, le comité a publié son rapport. Il contient plusieurs recommandations aux agriculteurs sur la façon de se protéger des prêteurs. Voici les principales :

1. Il faudrait constituer un *pancâyat* de cinq ou sept membres où l'on retrouverait des tenanciers et des prêteurs. Les décisions sur les emprunts de moins de cinq cents roupies seraient prises par les membres de ce *pancâyat*. Les plaintes sur des montants de moins de cinq cents roupies ne pourraient pas être entendues par les tribunaux tant que le *pancâyat* n'aurait pas reconnu son incapacité à régler le conflit. Si les parties le souhaitent, la décision du *pancâyat* pourra être finale.
2. Il faudrait fixer une limite à l'intérêt qui peut être exigé et adopter une loi qui forcerait les agriculteurs et les tenanciers à fournir au tribunal une copie du billet d'emprunt. Si le tribunal constate que le taux d'intérêt indiqué sur le billet est trop élevé, il pourra immédiatement le modifier. Pour les prêts hypothécaires, le taux d'intérêt sera de 9% et pour les prêts sans garantie, il sera de 15%. Dans certaines circonstances, ce taux pourra être de 12% ou de 18%. Lorsque les versements ne seront pas payés à temps, le tribunal pourra ordonner que tout le montant du prêt soit payé en une seule fois.
3. Tous les prêteurs devront tenir un registre précis de leurs prêts et fournir tous les six mois aux tenanciers un relevé du montant de leur dette. S'ils ne remplissent pas cette condition, une partie ou la totalité de l'intérêt exigé pourra être déclarée invalide. Ils seront punis s'ils ne fournissent pas un reçu écrit de tous les versements qu'ils ont perçus. Le montant inscrit sur le billet devra être celui qui a vraiment été prêté. Augmenter ce montant pour payer des cadeaux, des amendes ou d'autres frais sera considéré comme un crime.
4. Lorsque le loyer que l'agriculteur doit payer sur sa production ou pour ses terres dépasse cinq cents roupies par année, les problèmes de perception de ce loyer ne seront plus réglés par un décret des tribunaux, mais par le collecteur d'impôts. Aucun décret ne devra porter sur plus de quatre récoltes et il n'est pas nécessaire qu'il porte toujours sur quatre récoltes.
5. Lorsqu'un agriculteur ou un tenancier est arrêté après un décret de la cour concernant sa dette, ses biens ou ses récoltes seront vendus à l'encan et les prêteurs pourront se faire rembourser le montant de leur prêt de la manière suivante :

- a. Dix fois le montant des impôts fonciers pour le *zamîndâr*.
  - b. Dix fois le montant du loyer pour les *dakhîlkâr*.
  - c. Cinq fois le montant du loyer pour les cultivateurs qui ne possèdent pas la terre qu'ils cultivent.
  - d. Trois fois le montant du loyer pour les autres.
6. On ne pourra réclamer de l'argent à un tenancier que dans le district où il demeure ou dans celui où l'argent lui a été prêté. À l'intérieur d'une période de vingt mois, le montant du prêt peut être remboursé au moment qui convient au tenancier.
  7. Les agriculteurs qui ne possèdent pas la terre qu'ils cultivent auront le droit d'hypothéquer leur terre.
  8. Les parcelles de terre devraient pouvoir être réunies sans augmentation du loyer ou de l'impôt foncier.
  9. Les prêteurs qui partent en tournées devraient obtenir une licence pour faire des prêts ou vendre des vêtements dans les régions éloignées ou une municipalité particulière. Le coût de cette licence sera de cinquante roupies par personne au début et il faudra payer dix roupies chaque année pour la renouveler.

### **La consolidation des parcelles de terre<sup>603</sup>**

Parmi toutes les difficultés que rencontrent les agriculteurs, la dispersion de leurs champs autour du village est une de celles qui leur causent le plus de tort. La plupart des agriculteurs ne possèdent pas plus de deux *bîghâ* et demi de terre, mais leurs champs sont divisés en petites parcelles dispersées un peu partout. Ils doivent marcher un mille avec leur bœuf et leur araire pour labourer une parcelle de cinq *bisvâ* et se déplacer pour aller en labourer une autre. Ils font face au même problème pour l'irrigation, le désherbage, le sarclage et tous les travaux des champs. Tout cela leur fait perdre beaucoup de temps. Ils ne peuvent pas creuser de puits ni construire de clôtures et de bâtiments pour garder leur récolte. Les difficultés économiques actuelles rendent encore plus nécessaire une solution à ce problème. Le gouvernement provincial du Pendjab a fait beaucoup de travail dans ce domaine, mais celui de notre province continue à dormir sur ses deux oreilles. M. Méhta a lancé un programme de consolidation des terres dans deux districts, mais par manque d'instructions claires, ce programme n'a eu que peu de succès. Dans les autres districts, on n'en parle même pas. Heureusement, Rai Bahadur

---

<sup>603</sup>*Jagaran*, 19 octobre 1932.

Anand Swarup\*, M. L. C.<sup>604</sup>, a tenté d'attirer l'attention de la population et du gouvernement sur ce problème en publiant une lettre dans *The Leader*\*\*.

Il faut de l'argent, du temps et de l'éducation pour améliorer la situation de l'agriculture, mais le gouvernement n'aurait pas à dépenser un *paisâ* pour régler le problème de la fragmentation des terres. Il suffirait d'y accorder un peu d'attention pour améliorer de beaucoup le sort des agriculteurs. Nous croyons que cela permettrait aussi d'augmenter la production agricole. Comme l'a écrit Swarup\* *sâhab*, il faudra faire des distinctions entre les champs de terre sablonneuse, de terre noire, de terre rocailleuse, etc. On pourra ensuite redistribuer les terres aux agriculteurs en tenant compte de leur situation par rapport au village. Il faudra également prendre en considération la productivité de la terre. Si on donne à un agriculteur un champ d'un *bîghâ* dont la production vaut seize *ânâ*, on donnera à un autre un champ de deux *bîghâ* dont la production vaut huit *ânâ*. Pour éviter que certains agriculteurs soient désavantagés, il faudra tenir compte de sa distance du puits et de la route au moment de faire l'évaluation de la productivité d'un champ. Le fonctionnaire chargé de faire la distribution des terres devra obtenir l'avis du *pancâyat* du village. Les agriculteurs en bénéficieront et ce sera également avantageux pour le gouvernement. Le travail des *patvârî* sera facilité et les parcelles de terre entourées par un talus, qui faisaient l'objet de disputes entre les agriculteurs, pourront être réunies aux champs environnants. Nous en avons discuté avec des agriculteurs et nous avons pu constater qu'ils sont prêts à accepter cette réforme, pourvu que cela ne leur cause pas de préjudices. Tant que les terres n'auront pas été consolidées, il ne pourra pas y avoir de progrès en agriculture et l'on ne pourra pas produire de nouvelles céréales. La consolidation des terres est un premier pas vers le progrès de l'agriculture et nous espérons que le gouvernement ne tardera pas à s'en occuper.

### **La détresse des agriculteurs<sup>605</sup>**

80% de la population de l'Inde travaille dans l'agriculture et, comme c'est le cas pour les charpentiers et les forgerons, beaucoup de gens dépendent des agriculteurs pour gagner leur vie. La prospérité du pays se fonde entièrement sur le labeur des agriculteurs. Nos écoles et nos collèges, notre armée et notre police, nos tribunaux et nos cours de justice, tout dépend des revenus des agriculteurs. Mais ceux-là mêmes qui nous fournissent notre nourriture et nos vêtements ne mangent pas à leur faim, grelottent de froid l'hiver et meurent comme des mouches. Il fut un temps où les villageois étaient réputés pour leur stature, leur force physique et leur virilité. Il y avait un surplus de lait et de *ghî*

---

<sup>604</sup>« Member of Legislative Council ». Membre du Conseil législatif (K. C.).

<sup>605</sup>*Jagaran*, 19 décembre 1932.

dans les villages, les villageois vivaient très longtemps et le climat était sain et vivifiant. Mais aujourd'hui, si vous allez dans un village, vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas un seul homme en bonne santé. Personne n'a de chair sur les os ni de vêtements sur le corps. On dirait que les villageois sont tous des squelettes ambulants. De plus, personne ne possède un logis décent. Les villageois n'ont même pas de place pour se tenir debout devant la porte de leurs cabanes de chaume aux murs très bas et leur famille s'entasse à l'intérieur avec la paille, le bois, la vache et le bœuf. Il fut un temps où l'Inde était célèbre dans le monde entier pour ses richesses. L'éclat de son or et de ses bijoux faisait briller les yeux de poètes venus de très loin et mettait l'eau à la bouche des conquérants. Mais aujourd'hui, tout cela n'est plus qu'un souvenir lointain. L'Inde est tombée dans un fossé de pauvreté et d'ignorance tellement profond qu'on ne peut en trouver le fond. En 1901, lord Curzon\* avait estimé que le revenu annuel moyen des Indiens ne dépassait pas trente roupies. En 1915, au moment où la Grande Guerre européenne avait provoqué une forte augmentation des prix, quelques statisticiens ont évalué que le revenu moyen avait atteint cinquante roupies par année. La situation de 1930 est une répétition de ce qui s'est passé en 1901. Si l'on calculait le revenu moyen des Indiens d'aujourd'hui, il ne dépasserait sans doute pas vingt-cinq roupies. Pourtant, personne ne se préoccupe de la situation des agriculteurs qui est toujours aussi misérable qu'autrefois. Ils utilisent toujours les mêmes instruments et les mêmes méthodes pour cultiver et sont toujours aussi endettés et aussi pauvres.

Non, c'est une erreur d'affirmer que personne ne s'est intéressé à leur situation. Le gouvernement a adopté plusieurs lois pour les protéger et il en aurait sans doute adopté davantage si les *zamîndâr* ne s'y étaient pas opposés. Récemment, les *zamîndâr* ont tenté d'empêcher les remises de dette pour les agriculteurs. L'expérience nous enseigne que cette politique n'apportera pas de bénéfices particuliers aux agriculteurs. Toutefois, s'il n'y avait pas eu ces lois, la situation des agriculteurs serait sans doute encore pire. L'intervention du gouvernement a certainement empêché qu'ils connaissent une déchéance encore plus grande, mais elle n'a pas réussi à créer les conditions qui auraient permis une amélioration de leur situation.

Pour que la condition des agriculteurs s'améliore, il faudrait adopter une législation qui provoquerait une véritable révolution dans la société si elle était appliquée. Nous ne sommes pas partisan de la lutte des classes, mais nous souhaitons que le gouvernement et les *zamîndâr* n'oublient pas que les agriculteurs sont eux aussi des hommes, qu'ils doivent eux aussi trouver de la nourriture, des vêtements et une maison pour vivre, qu'il y a souvent des mariages dans leur famille et qu'ils doivent eux aussi respecter les traditions de leur lignée et de leur communauté. Comme tout le monde, ils sont parfois frappés par la maladie et ils ont besoin de se reposer. Aussi, au moment de

fixer le loyer, il faut s'assurer que la portion de la récolte qui restera aux agriculteurs sera suffisante pour leur permettre d'élever leurs enfants.

La plupart des agriculteurs de notre province ne possèdent pas plus que trois ou quatre acres de terre. Un grand nombre d'entre eux ne possèdent que la moitié de cette superficie. Plus leur terre est petite, plus leurs coûts de production sont élevés. Il faudra donc revoir le taux du loyer qu'ils doivent verser. Cela réduira les revenus des *zamîndâr* et le gouvernement aura plus de difficulté à équilibrer son budget, mais la vie des agriculteurs est plus importante que tout cela.

Toutefois, dans le contexte actuel, il ne pourra pas y avoir de réduction du loyer payé par les tenanciers dans un proche avenir. En réalité, les petits agriculteurs ne sont même pas capables de couvrir leurs coûts de production ! Comment pourraient-ils payer leur loyer ? Et même si on pouvait les forcer à le payer pendant une année ou deux en les frappant avec un bâton, lorsqu'ils mourront de faim ou seront malades, ils ne seront plus capables de fournir autant d'efforts pour cultiver et la production agricole chutera. Il nous faut donc changer la situation pour que les agriculteurs soient heureux et en bonne santé. La prospérité économique des *zamîndâr*, des prêteurs et du gouvernement dépend de la condition des agriculteurs. Si la situation économique des agriculteurs est mauvaise, celle des autres ne peut pas être bonne. Pour savoir si un pays est bien gouverné, il suffit d'observer la situation des gens ordinaires. Ce n'est pas en se basant sur la situation des *zamîndâr* et des prêteurs qu'on peut connaître celle du pays.

Les agriculteurs ont également besoin d'industries domestiques qui leur permettraient de gagner un peu d'argent pendant leurs temps libres. Les initiatives en ce sens doivent être bien organisées, sinon elles ne pourront pas réussir. Elles doivent être prises en charge par des coopératives ou par le gouvernement lui-même. Le département du commerce ou celui de l'industrie devrait s'en occuper et faire de la publicité pour vendre dans les autres provinces tous les produits qui ne trouvent pas d'acheteurs dans une province donnée.

Jusqu'à présent, on ne s'est pas préoccupé d'augmenter la production agricole. Le gouvernement s'est contenté d'organiser des expositions et de faire de la publicité. Il ne suffit pas de montrer aux agriculteurs de bons instruments aratoires, de bons outils et de bons engrais. Seulement 2% des agriculteurs ont la capacité de tirer profit d'une exposition. On ne peut pas espérer que ceux qui n'ont même pas de quoi manger et sont enfoncés jusqu'au cou dans les dettes achèteront de nouveaux instruments, de nouveaux produits ou de nouveaux engrais. Ils n'auront pas la témérité de dévier d'un cheveu de leurs vieilles façons de faire, car ils n'ont pas la capacité de tenter de nouvelles expériences ou de prendre des risques. Il faudrait leur permettre de rembourser

le coût de ces investissements par des versements annuels. Le gouvernement manque d'argent pour ce genre d'initiatives, mais nous croyons que rien ne serait plus important.

La consolidation des terres est une autre nécessité. Elles ont été tellement fragmentées que la situation n'a plus aucun sens. En 1771, la taille moyenne des propriétés agricoles était de quarante acres dans le sud de l'Inde. En 1915, elle n'était plus que de sept acres. Au Bengale, elle n'est plus que de trois acres et d'une acre et demie dans la Province-Unie. Ces terres sont divisées en parcelles dispersées autour du village, ce qui impose beaucoup d'efforts inutiles aux paysans. Si ces parcelles étaient consolidées, les cultivateurs pourraient poser des clôtures autour de leurs champs, creuser des puits et surveiller leurs récoltes. On peut espérer que cela contribuerait à une augmentation de la production agricole.

Les insectes causent souvent beaucoup de dommages aux récoltes. L'année dernière, les souris ont complètement détruit plusieurs champs. Les agriculteurs n'ont aucun moyen de se protéger d'ennemis naturels comme les *lâhî*, les *mâho*, la moisissure, les mites, les termites et les vers. Le département d'agriculture a fait beaucoup de recherches dans ce domaine et il faut que les résultats de ces recherches se rendent jusqu'aux oreilles des agriculteurs. Il faudrait même que ces résultats arrivent jusqu'à la porte de leur maison. Mais la diffusion de ces recherches se fait d'une manière bureaucratique, avec beaucoup de retards et de complications, et les agriculteurs ne peuvent pas en profiter. Ce qu'il faudrait, ce n'est pas l'approche des bureaucrates, mais celle des missionnaires. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a traité les agriculteurs comme les fils de la seconde femme. Il devra maintenant les traiter comme le fils aîné.

## Grève<sup>606</sup>

La créativité et le dynamisme du mouvement du Congrès se sont refroidis. On peut se demander si ce refroidissement est un feu qui couve sous un tas de paille ou une victoire du gouvernement, mais nous voudrions attirer l'attention des dirigeants du Congrès sur un seul point : c'est parce que le Congrès ne dispose plus d'aucun moyen particulier qu'il est incapable de faire preuve de créativité dans son opposition au gouvernement. C'est pour cette raison qu'il appelle si souvent à la grève. Lorsque l'on fait la grève parce qu'on n'a pas d'autre choix et parce qu'on est faible, cela diminue son impact. Une journée de grève a une très mauvaise influence sur les pauvres. On creuse des puits tous les jours, même s'il y a tous les jours des gens qui meurent pour avoir bu de l'eau. Est-ce une raison pour interdire de creuser des puits ? Les grèves

---

<sup>606</sup>*Jagaran*, 19 septembre 1932.

n'ont plus d'importance maintenant. Pendant les jours de grève, les gens se paient du bon temps ou vont regarder un spectacle plutôt que d'aller manifester leur insatisfaction ou faire leurs demandes. Les grèves n'apportent donc aucun avantage particulier au mouvement du Congrès.

### **Abus de pouvoir<sup>607</sup>**

Il n'y a pas de mots pour décrire la situation pitoyable des agriculteurs en ce moment. À part l'Être suprême, ils sont les seuls à savoir jusqu'à quel point elle est mauvaise. Les *zamîndâr* doivent payer leur impôt foncier à temps, le gouvernement doit percevoir les loyers à temps, mais les agriculteurs ont besoin d'un peu de nourriture à manger, de quelques haillons pour se vêtir et de toutes sortes d'autres choses. Leurs récoltes sont détruites par la gelée ou par un excès de pluie et le peu qui en reste est balayé par la tempête. Comme un champ verdoyant détruit par une tempête de grêle quelques jours avant la récolte, leurs enfants sont emportés en bas âge par la peste, le choléra et toutes sortes de maladies. Lorsqu'ils réussissent à récolter un peu de grain, le prix est si bas qu'ils ne réussissent pas à manger deux fois par jour. S'ils ont pu échapper aux prêteurs, les quelques bijoux que possédaient leurs femmes ont été vendus pour payer l'impôt foncier. Le père est forcé d'utiliser les haillons de ses enfants pour cacher sa pudeur et la mère doit se contenter d'un voile, car elle n'a pas suffisamment de tissu pour se couvrir !

Et pendant ce temps, nos gouvernants vont se rafraîchir à Simla<sup>608</sup> et à Nainital<sup>609</sup>. Et si cela ne suffit pas, ils vont faire un tour à Londres. Tant qu'ils ne sont pas encore élus dans les petits et les grands Conseils, nos représentants courent partout dans les rues sous le soleil brûlant. Mais aussitôt qu'ils sont membres du Conseil, ils s'en vont dans les montagnes pour profiter de leur indemnité de dix roupies par jour. Quant aux agriculteurs, très rares sont ceux qui ont déjà vu une pièce de dix roupies. Mais nous vivons à l'époque du *kaliyuga*, du *karmayuga*. C'est le jeu du destin. Les agriculteurs sont venus dans ce monde pour mourir, après avoir vécu dans la misère !

Pendant que les grands *zamîndâr* ne pensent qu'à protéger leurs intérêts et que le gouvernement est en train d'écrire sur le *Livre blanc* avec de la craie blanche, tout ce que les agriculteurs savent, c'est que leur condition continue d'empirer. Le gouvernement prétend faire beaucoup pour eux, mais il n'a rien fait jusqu'à présent. La Commission d'enquête sur les banques a recommandé la création immédiate d'une « banque de crédit hypothécaire » qui permettrait

---

<sup>607</sup>*Jagaran*, 8 mai 1933.

<sup>608</sup>Station estivale dans l'Himachal Pradesh, à 2200 mètres d'altitude (S. G.).

<sup>609</sup>Ville de nord-ouest de l'Uttar Pradesh, Uttarakhand, dans les Kumaon Hills. Une station estivale à près de 2000 mètres d'altitude (S. G.).

aux agriculteurs d'échapper aux prêteurs, de trouver plus facilement du crédit pour améliorer leur culture et d'avoir un peu de répit. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi pour protéger les pauvres des prêteurs qui chargent un taux d'intérêt abusif. Les prêteurs qui chargent un intérêt trop élevé ne pourront plus faire arrêter les tenanciers et ceux-ci pourront les poursuivre en cour. Cela aussi aurait pu être profitable aux agriculteurs, mais aucune de ces mesures n'a été appliquée. En ce moment, tout ce qu'on entend dans les campagnes, ce sont des lamentations. Si rien n'est fait pour protéger les agriculteurs, on peut s'attendre à une terrible catastrophe.

Rav Krisnapal Singh\* est membre du Conseil de la Province-Unie. Malheureusement, à cause des grands propriétaires fonciers et des *zamîndâr*, ce Conseil n'est plus qu'un regroupement de gens inertes et sans valeur qui ne sont pas plus intéressés au bien-être des agriculteurs qu'à celui du pays. Quelques intouchables font partie de ce Conseil et l'un d'entre eux est considéré comme un leader dans sa communauté. Nous avons pu constater que ces intouchables appuient toujours les propositions du gouvernement. Il n'y a donc personne dans ce Conseil qui s'intéresse à la situation des pauvres agriculteurs. S'il y en a, ils sont très peu nombreux. C. Y. Chintamani\*, *kunvar* Jagbhan Singh, *munshî* Gajadhar Prasad sont de ceux-là.

Mais il faut y ajouter le roi d'Avgarh, *bhât* Rav Krisnapal Singh\*, qui vient de publier dans *The Leader*\*\* un article très émouvant et très réaliste sur la misère des agriculteurs. Selon lui, la politique agricole du gouvernement de la Province-Unie est marquée par des « abus de pouvoir ». Elle ne vise qu'à forcer les tenanciers à payer leur loyer et permet d'utiliser tous les moyens, y compris les coups de bâton, pour atteindre ce but. Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

« Même s'il n'est pas possible d'évaluer exactement le fardeau que doit porter l'agriculteur indien, on peut s'en faire une idée partielle. Une taxe trop élevée sur ses terres, l'impôt foncier du *zamîndâr* sur les terres qu'il cultive, l'exploitation par les tenanciers, l'oppression des prêteurs et les abus de pouvoir des fonctionnaires chargés de la collection ont plongé les agriculteurs dans une grande pauvreté. Pour eux, la pauvreté est devenue une fatalité [...] et on ne voit pas comment ils pourraient s'en sortir. Qu'ils soient révolutionnaires ou progressistes, les politiciens devront tout d'abord travailler très fort à bâtir des fondements solides sur lesquels les économistes pourront ériger un nouvel édifice ».

Les recommandations que fait Rav *sâhab* aux politiciens concernant les actions à entreprendre pour améliorer le sort des agriculteurs sont très pertinentes et c'est vers elles que nous voudrions attirer l'attention des dirigeants de notre pays. Dans cette brève note, nous ne pouvons pas aborder tous les aspects d'une question aussi complexe et aussi difficile. Nous nous

sommes même demandé s'il ne valait pas mieux garder le silence à ce sujet. Ces moyens sont entre les mains du gouvernement, mais le Conseil provincial peut également faire beaucoup de choses. Toutefois, les membres de ce Conseil sont considérés comme des riches et n'échappent pas à la partisanerie. Même si nous leur indiquons les mesures qu'ils devraient mettre en place, nous avons des doutes sur leur volonté d'agir. Nous les invitons néanmoins à examiner attentivement les cinq mesures suivantes proposées par Rav *sâhab* :

1. Le loyer devrait être réduit et fixé à un montant raisonnable. Il faudrait mettre en place une procédure de congé de loyer et de consolidation des terres. L'impôt foncier des *zamîndâr* devrait être établi sur les montants réels perçus des tenanciers et non sur une estimation.
2. Le taux payé pour les canaux d'irrigation devrait être réduit afin de faire baisser le coût de l'irrigation pour tous les agriculteurs. Les riches ne devraient pas être les seuls à en profiter, comme c'est le cas aujourd'hui.
3. Il faudrait rendre les *zamîndâr* plus conscients de leurs responsabilités et leur interdire d'exiger des loyers trop élevés de leurs tenanciers.
4. Il faudrait empêcher la dette des agriculteurs de continuer à grandir et fixer par une loi le taux d'intérêt. Les prêteurs devraient être obligés de tenir un registre et ils devraient être empêchés de prêter de l'argent aux agriculteurs dans le seul but de les réduire à l'esclavage.
5. Les fonctionnaires devraient cesser de percevoir des sommes indues des agriculteurs, il faudrait réduire le salaire des hauts fonctionnaires et augmenter celui de ceux qui gagnent peu.

On peut douter que la question soit abordée à la séance du Conseil qui se tiendra à Nainital. Personne n'a le temps ni le loisir de s'intéresser aux agriculteurs. Nous voulons néanmoins souligner une chose : si le gouvernement n'accepte pas les recommandations de Rav *sâhab*, cela démontrera qu'il ne s'intéresse pas vraiment aux agriculteurs.

## **Les prêteurs et les agriculteurs<sup>610</sup>**

Trois projets de loi visant à diminuer l'intérêt que les agriculteurs doivent payer sur leur dette et à les arracher des griffes des prêteurs viennent d'être présentés à l'Assemblée législative provinciale. Ces projets de loi ont soulevé beaucoup de critiques. Nous ne prétendons pas que les prêteurs n'ont pas de place dans la vie sociale de notre pays et ne font rien de bien pour le peuple. Mais il est de la plus haute nécessité de diminuer un peu les opportunités que

---

<sup>610</sup>*Jagaran*, 3 juillet 1933.

leur offre la loi de commettre des atrocités envers les petits agriculteurs. Il faut établir une limite à l'intérêt qu'ils peuvent exiger et fixer le taux de cet intérêt. En ce moment, les agriculteurs sont incapables de s'acquitter de leur dette, même après avoir versé en intérêts plusieurs fois le montant de leur emprunt. On peut trouver dans toutes les familles des exemples d'un prêteur qui a fait un prêt de cinquante roupies à un agriculteur et qui lui en réclame deux cents. Si celui-ci n'est pas capable de le rembourser, le prêteur obtient un décret de la cour pour que tous ses biens soient vendus à l'encan. Les taux d'intérêt sont bas partout. Pourquoi faut-il que les agriculteurs paient l'ancien taux ? Dans cette province, la pratique des lettres de change est très répandue. Le taux d'intérêt est supérieur à 30% par année. Il faut mettre un terme à ce pillage, même si les prêteurs doivent subir une diminution de leurs revenus. Ce n'est pas parce qu'on craint que les rats meurent de faim qu'il faut ouvrir les portes de l'entrepôt de grain. Les prêteurs n'auront pas d'autre choix. Ils devront se contenter d'un taux d'intérêt un peu plus bas. En ce moment, ils n'ont qu'à prêter un peu d'argent aux agriculteurs pour en faire des esclaves qui les serviront pendant des générations.

### **L'endettement des agriculteurs<sup>611</sup>**

Le gouvernement indien est lui-même tellement endetté et a tellement besoin d'emprunter pour fonctionner qu'il naturel qu'il ait de la sympathie pour ceux qui ont des dettes. C'est pour cette raison que l'herbe *dûrvâ* s'est mise à pousser sur la pierre et que le gouvernement songe à adopter des lois libérales pour le bien des agriculteurs. Ce même gouvernement a toujours été très tiède à leur égard et n'a toujours pensé qu'à collecter sa taxe foncière. C'est la Province-Unie qui récoltera la gloire d'avoir adopté ces lois libérales et il est fort possible que les autres provinces se mettent rapidement à imiter la nôtre.

Pourquoi la situation des agriculteurs est-elle si misérable aujourd'hui ? C'est parce que depuis que les Anglais ont commencé à gouverner l'Inde, il y a cent cinquante ans, ils ont toujours négligé les intérêts des agriculteurs et soutenu ceux des *zamîndâr*. Oublions ce qui se passe dans les autres provinces, car nulle part ailleurs la situation des agriculteurs n'est aussi préoccupante et aussi triste que dans la Province-Unie. Dans aucune autre province, la vie des agriculteurs n'est aussi difficile, et le comportement des *zamîndâr* et des grands propriétaires aussi indécent. Les cent cinquante années de l'administration anglaise ne sont qu'une longue histoire des difficultés des agriculteurs et de l'oppression de ces pauvres hommes par la police, les *zamîndâr* et les grands propriétaires, les prêteurs et tous les fonctionnaires. Chaque fois que le Conseil de la Province-Unie a voulu aider ces malheureux,

---

<sup>611</sup>*Jagaran*, 10 juillet 1933.

le « Conseil des grands propriétaires » de la province n'a jamais tenu compte de l'opinion publique. Dans notre province, on en est venu à croire que le gouvernement n'était là que pour les grands propriétaires et pour les *zamîndâr*. Le gouvernement de la province a encore renforcé cette perception en créant un « Conseil royal ».

Néanmoins, nous sommes toujours prêt à remercier et à féliciter le gouvernement lorsqu'il fait quelque chose pour le bien des citoyens. Nous souhaitons que le peuple apporte son aide au gouvernement lorsqu'il prend de telles initiatives. Si le Conseil provincial veut faire des lois pour le bien des agriculteurs, les représentants du peuple doivent appuyer le gouvernement.

Le 4 juillet dernier, lors de la séance du Conseil à Nainital, le gouvernement a présenté un projet de loi pour alléger le poids de la dette des agriculteurs. Ce projet de loi est louable à tout point de vue et nous félicitons les membres du Conseil d'avoir eu la sagesse de féliciter le gouvernement pour cette initiative. Le gouvernement a déjà réduit la taxe foncière des agriculteurs, mais il aurait dû la réduire davantage. Il fait maintenant un autre effort pour améliorer le sort des agriculteurs. Le gouvernement avait déjà annoncé ce projet de loi le 13 mai dernier et il a proposé le 4 juillet de former un comité de vingt membres pour discuter de ce projet de loi. Nous sommes d'accord avec plusieurs membres du Conseil pour dire qu'en dépit de la pertinence de ce projet de loi, le gouvernement ne doit pas aller trop vite. Nous sommes tellement surpris qu'un gouvernement si proche des grands propriétaires terriens appuie un tel projet de loi et permette qu'on en discute que nous sommes prêt à lui pardonner son inaction pendant un certain temps. Nous espérons qu'après avoir été discuté en comité, ce projet de loi sera finalement adopté et que le Conseil lui donnera force de loi.

Il importe toutefois de fournir aux lecteurs quelques indications sur le contenu de ce projet de loi. Il s'agit en fait de trois projets de loi. Le premier vise à libérer les agriculteurs de leur dette, le deuxième à réduire le taux d'intérêt qu'ils doivent payer sur leurs emprunts et le troisième à fixer une limite maximale au taux d'intérêt. Le premier ne touche que les agriculteurs qui ne paient pas plus que deux cents roupies par année pour leur impôt foncier ou le loyer de leur terre. Ceux qui paient de l'impôt sur le revenu ne seront pas considérés comme des agriculteurs, mais les travailleurs agricoles et ceux qui gagnent leur vie dans le commerce des vaches et des buffles auront le droit de bénéficier de la loi, qu'ils vivent à l'intérieur des frontières d'un bureau municipal, d'une zone désignée, d'un comité urbain, ou dans un village. La baisse des prix des céréales a ruiné les agriculteurs et les a forcés à s'endetter. Comme ils ne savent pas lire, ils ne peuvent pas insister pour que les prêteurs leur fournissent un bilan écrit du montant de leur dette. Même s'ils en obtiennent un, ils ne le comprennent pas. Même après avoir payé treize roupies pour un emprunt de trois roupies, ils ne sont pas libérés de leur dette. Ils sont

également ruinés par les recours aux tribunaux. Aussi, selon le premier projet de loi, un agriculteur pourra faire appel à la cour civile pour être libéré de son emprunt et fixer l'échéancier des versements qu'il devra faire pour le rembourser. Il aura le droit de fournir à la cour l'argent requis pour rembourser sa dette. Lorsque le prêteur aura obtenu un décret de la cour, il ne pourra pas saisir les céréales produites par l'agriculteur pendant plus de quatre ans. Les agriculteurs enregistrés à la cour auront le droit d'hypothéquer leurs terres et de faire des emprunts à long terme à une société coopérative. S'ils le veulent, ils pourront, à certaines conditions, rembourser leur hypothèque avant l'échéance. Les prêteurs seront forcés de garder un registre écrit de leurs prêts et d'en fournir une copie à l'emprunteur. Il sera puni s'il inscrit dans son registre un montant supérieur au montant de la dette.

Le deuxième projet de loi vise à protéger les agriculteurs qui paient moins de cinq mille roupies par année pour leurs impôts fonciers ou le loyer de leur terre. Il est particulièrement important de protéger ceux qui vivent de l'agriculture et de la location de leurs terres, car ils ont été ruinés par la crise économique. Ils ne sont pas capables de rembourser les emprunts qu'ils ont faits au moment où l'économie était forte. Entre 1917 et 1930, l'économie était forte, mais il y a eu un grand ralentissement après 1930. Il faut donc réduire les taux d'intérêts sur les emprunts faits pendant cette période.

Le troisième projet de loi vise à éliminer les taux d'intérêt usuraires et à fixer une limite à ces taux.

Les lecteurs peuvent donc constater que ces projets de loi accordent passablement d'attention à plusieurs mesures nécessaires pour protéger les agriculteurs endettés. Mais cela ne suffira pas pour permettre aux agriculteurs de sortir de la misère. Ils doivent faire face à plusieurs autres difficultés. Le *patvârî* joue lui aussi un rôle important pour les pousser à s'endetter. Tant que les taxes foncières du gouvernement resteront ce qu'elles sont, les agriculteurs seront écrasés sous le poids de leur dette. Il est vrai que les prêteurs exploitent les agriculteurs, mais ils peuvent leur être utiles pour traverser les périodes de crise. Si on leur pose tous ces obstacles, ils cesseront de prêter aux agriculteurs. Ceux-ci seront toujours accablés par les taxes foncières et leurs autres dettes, mais ils ne trouveront pas d'argent pour continuer à fonctionner. Le résultat sera qu'ils seront très nombreux à être évincés de leurs terres. Le gouvernement doit donc réfléchir sérieusement à ce problème. Le comité formé par le Conseil doit imposer des restrictions non seulement aux prêteurs, mais aussi au gouvernement qui doit ajuster le montant de la taxe foncière aux fluctuations de l'économie.

De plus, si le projet de loi est adopté, on peut craindre une augmentation des poursuites en cour. Les prêteurs voudront récupérer immédiatement le montant de leurs prêts, mais les travaux du comité prendront au moins six

mois. Entre-temps, il faudrait que le gouvernement publie une ordonnance pour régler les affaires courantes.

### **Une conférence sur la canne à sucre<sup>612</sup>**

Une conférence sur la culture de la canne à sucre se tient ces jours-ci à Simla. Le but de cette conférence est de fournir aux cultivateurs des moyens de se protéger des producteurs de sucre et de permettre aux agriculteurs, aux producteurs de sucre et aux consommateurs de profiter également de la taxe imposée sur le sucre produit à l'étranger. Certains participants à cette conférence sont d'avis que le prix de la canne à sucre devrait être fixé par le gouvernement, mais d'autres répliquent que cela causerait du tort aux agriculteurs. D'autres participants proposent d'octroyer un territoire déterminé à chaque fabrique de sucre et d'interdire aux agriculteurs de vendre leur canne à sucre à l'extérieur de ce district, mais cette proposition a, elle aussi, soulevé de l'opposition. Si l'on continue de cette manière, la conférence se terminera sans qu'on ait rien changé à la situation des agriculteurs et sans que les problèmes auxquels ils font face aient été réglés. Cette conférence devrait s'assurer que les agriculteurs perçoivent les revenus qui leur reviennent pour la quantité de canne à sucre qu'ils produisent. Par exemple, si un agriculteur est capable de produire huit cents kilos de *gur* sur un *bîghâ* de terre, ce qui vaut cent roupies, il devrait percevoir cette somme s'il vend sa récolte debout. Mieux encore, il faudrait permettre aux fabricants de sucre de toucher la somme nécessaire pour payer le salaire de leurs ouvriers et faire un profit qui ne devrait jamais dépasser 10%. Le reste serait redistribué aux agriculteurs proportionnellement à la quantité de canne à sucre qu'ils ont produite. Tout cela se ferait sous la supervision du gouvernement.

Tant que les beaux jours où toutes les entreprises seront nationalisées ne seront pas arrivés dans ce pays, le sort des agriculteurs et des travailleurs restera entre les mains des capitalistes et le gouvernement sera impuissant, même s'il fait semblant de vouloir contrôler les prix. Nous conseillons donc aux agriculteurs de s'organiser eux-mêmes et de tirer pleinement profit de la taxe sur le sucre en gardant le sucre dans leurs entrepôts. Mais les agriculteurs réussiront-ils à s'organiser ? On peut en douter lorsqu'on voit que les dirigeants du pays, en qui on aurait pu avoir confiance pour les aider, possèdent des actions dans les compagnies productrices de sucre ou sont eux-mêmes des directeurs de fabriques de sucre. Comme tous les capitalistes, ils tenteront naturellement de maximiser leurs profits. Nous n'ouvrons pas les yeux même si nous connaissons les conséquences désastreuses de l'industrialisation en Europe. Nous sommes résolus à détruire les petites entreprises pour en créer des

---

<sup>612</sup>*Jagaran*, 17 juillet 1933.

grandes et à transformer les petites entreprises indépendantes en engrenages d'une grosse machine. Le résultat de tout cela peut-il être autre chose qu'un accroissement du chômage ? Autrefois, les agriculteurs passaient chaque année quatre ou cinq mois à presser la canne à sucre et à fabriquer du *gur* ou du sucre, mais maintenant ce travail leur échappe. Grâce à la machine, un seul homme peut faire le travail de cinquante. Comment cela pourrait-il avoir un autre effet qu'une augmentation du chômage ? Les fabriques de sucre donneront du travail à trois ou quatre cents travailleurs, mais cinq ou dix mille agriculteurs seront ruinés. Voilà ce qui fait la grandeur de cette époque de la grande entreprise ! L'homme n'a plus aucune valeur aujourd'hui. Notre époque est celle de la richesse et de la machine. Mais c'est aussi celle de la ruine des campagnes et de la destruction complète des entreprises familiales.

### **L'association des cultivateurs de canne à sucre<sup>613</sup>**

Nous avons été très heureux d'apprendre que les agriculteurs de Gorakhpur et de Basti<sup>614</sup> ont formé une association pour se protéger des fabricants de sucre. Les pauvres agriculteurs chargent leur canne à sucre dans leurs charrettes et la transportent à la fabrique, mais avant de pouvoir la faire peser, ils doivent passer une semaine à flatter les employés. On ne leur fournit aucun abri où rester et ils doivent supporter la chaleur et la pluie. Ils doivent endurer tout cela même s'ils subissent des pertes importantes. Pendant ce temps, la canne à sucre finit par sécher et perd de la valeur. C'est pour tenter de faire face à ces difficultés qu'ils ont créé cette association. On produit plus de canne à sucre à Gorakhpur et à Basti que partout ailleurs dans la province. Cette région est devenue un centre de la canne à sucre, comme Ahmedabad pour les vêtements. Nous espérons que le travail de cette association améliorera le sort de ces pauvres agriculteurs. Si elle réussissait à les convaincre de ne pas apporter leur canne à sucre à la fabrique, mais de forcer plutôt les fabricants de sucre à aller eux-mêmes la chercher avec leurs propres moyens de transport, elle pourrait les aider beaucoup. Ces fabricants ont encore plus besoin d'acheter la canne à sucre que les agriculteurs ont besoin de la vendre. Mais les agriculteurs sont pauvres et ne peuvent se passer de cet argent. Ils sont donc obligés d'apporter eux-mêmes leur canne à sucre à la fabrique. S'ils pouvaient patienter un peu, les fabricants seraient forcés d'aller eux-mêmes la chercher. La canne à sucre ne subirait aucun dommage si l'on attendait une dizaine de jours avant de la couper, mais la fabrique ne peut même pas s'arrêter pendant une heure.

---

<sup>613</sup>*Jagaran*, 7 août 1933.

<sup>614</sup>Petite ville au nord-est de l'Uttar Pradesh (S. G.).

## La nécessité de banques d'aide à l'agriculture<sup>615</sup>

L'agriculture est l'occupation qui emploie le plus de gens en Inde, mais tout le monde s'acharne sur les agriculteurs et personne ne cherche à les encourager. Ils doivent passer leur vie à mourir de faim et à supplier les prêteurs chaque fois qu'ils ont besoin d'un peu d'argent. Mais maintenant, le public s'est mis à s'intéresser à eux et quelques projets de loi visant à améliorer leur sort ont été présentés à l'Assemblée législative. Toutefois, il ne suffit pas de diminuer le taux d'intérêt sur leurs emprunts pour atteindre ce but ; il est nécessaire de fournir aux agriculteurs un moyen d'emprunter de l'argent à faible taux. Pour cela, il faudra créer des banques d'aide aux agriculteurs. *Munshî* Gajadhar Prasad vient de publier une lettre très pertinente dans *The Leader*\*\* . Nous espérons que le gouvernement réfléchira à la suggestion qu'il fait dans cette lettre. Si l'on veut améliorer le sort des agriculteurs, le plus important est de les sortir des griffes des prêteurs et de leur donner la possibilité d'emprunter à faible taux. Et c'est en créant des banques qu'on pourra réussir à le faire.

## La réunion de l'Association des *zamîndâr* de *Kâshî*<sup>616</sup>

À l'assemblée annuelle de l'Association des *zamîndâr*, *shrîyut* Pannalal, président de cette association et commissaire de Bénarès, a donné aux *zamîndâr* un conseil qui leur avait déjà été donné plusieurs fois par d'autres *zamîndâr*. *Shrî* Pannalal leur a répété que l'avenir des *zamîndâr* dépend désormais de la collaboration et de la bonne volonté de leurs tenanciers. Si les *zamîndâr* veulent réellement le bien de leurs tenanciers, ils n'ont pas de souci à se faire. Mais s'ils considèrent leurs tenanciers comme des machines servant à leur fournir de l'argent et à leur payer du luxe, leur avenir est en danger. Pannalal leur a rappelé que le régime législatif qui s'en vient reposera complètement sur l'opinion publique. Dans ce nouveau régime, la participation du peuple à la vie politique grandira avec le progrès de l'éducation. Les *zamîndâr* ont donc tout avantage à avoir confiance au peuple. Nous espérons que nos maîtres de la terre sauront reconnaître les signes des temps et qu'ils ne tenteront pas de se cacher derrière des demandes de faveurs particulières.

---

<sup>615</sup>*Jagaran*, 7 août 1933.

<sup>616</sup>*Jagaran*, 25 septembre 1933.

## Grands ou petits *zamîndâr*<sup>617</sup> ?

Lors d'une assemblée de *zamîndâr*, le juge Stewart Macpherson\* a exprimé l'opinion que les agriculteurs avaient moins de problèmes sous la juridiction de grands *zamîndâr* que sous celle de petits *zamîndâr*. C'est sans doute parce qu'il y avait beaucoup de *zamîndâr* et de rois dans cette assemblée que ce brave monsieur a exprimé cette opinion. Mais selon notre expérience, un grand Satan est toujours plus dangereux qu'un petit. Un petit Satan se satisfait de quelques chèvres, d'une couronne de fleurs et de quelques friandises, mais un grand Satan ne vous laisse pas tranquille tant que vous êtes vivant. Le petit *zamîndâr* a peur d'être trop dur envers ses tenanciers. Il n'a pas suffisamment d'influence sur les policiers, les employés des tribunaux et les fonctionnaires pour pouvoir utiliser la loi et la changer à sa guise. Il n'a pas les moyens d'avoir à son service une armée d'hommes de main munis de bâtons. De plus, il vit souvent dans le même village que ses tenanciers et il n'est pas dur avec eux sans raison, car il connaît leur situation. Il peut même avoir de la considération pour eux. Par contre, le grand *zamîndâr* est l'empereur de son district. Il ne connaît pas personnellement ses tenanciers qui ne sont pour lui que des instruments pour se payer du luxe. Les plaintes de ses tenanciers ne parviennent jamais jusqu'à ses oreilles. Pourquoi ses agents et ses hommes de main auraient-ils pitié des tenanciers ? Ils se fichent que ceux-ci soient prospères ou ruinés !

## Conférence de l'Association de la canne à sucre à Basti<sup>618</sup>

Deux enseignants du *Vidyâpîtha* de *Kâshî*<sup>619</sup> ont fait preuve de beaucoup d'esprit d'initiative et d'une grande capacité de réflexion et comblé un grand besoin de la Province-Unie. Tout comme les manufactures de jute au Bengale et celles de coton à Bombay, les fabriques de sucre de la Province-Unie ont des problèmes importants, et ces problèmes sont devenus très compliqués à cause du grand nombre de fabriques. On a fait plusieurs propositions pour tenter de les résoudre et suggéré de déplacer certaines fabriques. Les deux enseignants mentionnés plus haut, Shriram Kumar Shastri\* et Shyamcharan Shastri, se sont intéressés aux difficultés éprouvées par les agriculteurs et ont créé il y a cinq mois une association des cultivateurs de canne à sucre. Cette association a déjà tenu trois assemblées, la première à Khalilabad sous la présidence de *shrî* Baba Randanvandas, la deuxième sous celle de *shrî* Prakasha et la

---

<sup>617</sup>*Jagaran*, 6 novembre 1933.

<sup>618</sup>*Jagaran*, 13 novembre 1933.

<sup>619</sup>Une université a été fondée sous ce nom en 1921, a été inaugurée par Gandhi, puis a été renommée « Mahatma Gandhi Kâshî Vidyâpîtha » en 1995 (A. C.).

troisième sous celle de *pandit* Krishnakant Malaviya\*. Il y avait chaque fois une foule immense de participants d'enthousiastes. *Shrî* Kripashankar et Ram Shankar Mukhtar font un travail remarquable à Basti. Nous félicitons les organisateurs de ces conférences pour leur initiative et pour la noblesse de leurs objectifs et nous leur souhaitons autant de succès à l'avenir.

### **Révision des lois d'aide aux agriculteurs<sup>620</sup>**

Les lecteurs savent sans doute que le gouvernement a présenté il y a plusieurs mois trois projets de loi qui visent à permettre aux agriculteurs d'échapper aux griffes des prêteurs en réduisant le taux d'intérêt sur les prêts et en obligeant les prêteurs à garder un registre de leurs prêts et à fournir à chaque agriculteur une copie de la page indiquant le montant de son prêt. Ces projets de loi ont été renvoyés à un comité pour discussion. Le comité a fait son travail et fourni son rapport. Une version révisée des projets de loi sera maintenant présentée au Conseil.

### **La triste situation des *zamîndâr*<sup>621</sup>**

La situation de nos pauvres *zamîndâr* ressemble à celle d'une concubine qui n'est plus dans sa prime jeunesse. Il fut un temps où son amoureux était prêt à sacrifier sa vie pour elle ou pour une de ses coquetteries. Tout ce qu'elle disait le faisait rire et son cœur s'arrêtait lorsqu'elle lui jetait un regard amoureux. Mais ces journées et ces nuits de bonheur sont devenues des rêves maintenant que sa jeunesse est passée. La pauvre femme peut utiliser toutes sortes de cosmétiques, passer ses journées et ses nuits à se maquiller et tenter d'utiliser tous les artifices de la séduction, celui qui tournait autour d'elle comme un bourdon cherche maintenant à la fuir, car elle ne lui offre plus le pollen et le nectar qui l'attiraient autrefois. Elle n'est plus qu'une fleur desséchée qui n'a aucun intérêt pour lui et qui n'a plus qu'à pleurer sur son sort. Elle pourra se jeter aux pieds de son amant, s'humilier devant lui, avoir recours à la magie noire, il ne se passera rien. Comme *Krishna* l'a fait pour les *gopî*, son amant lui conseillera le détachement.

La pauvre femme pourra lui rappeler les jours anciens, lui raconter tout ce qu'elle a fait pour lui prouver sa fidélité, son attachement et son amour, cet ingrat se contentera de lui répéter qu'elle doit se détacher de tout. Emportée par la colère et la peine, cette femme qui aimait le luxe pourra se mettre en colère et le couvrir de coups, mais cet homme a la tête dure et il a un cœur de

---

<sup>620</sup>*Jagaran*, 4 décembre 1933.

<sup>621</sup>*Jagaran*, 22 janvier 1934.

pierre. Il ne se laissera pas attendrir. Si le lien qui les liait avait été celui du *dharma* ou de l'amour, il serait devenu de plus en plus solide avec le temps, comme les nœuds d'un vieil arbre. Ses racines auraient pu traverser la couche pierreuse de la beauté et de la jeunesse pour s'enfoncer dans le sol et sa sève lui aurait permis d'avoir tous les jours de nouvelles feuilles et de refleurir. Mais ce lien n'était que le jeu de la beauté et de la jeunesse. Pendant combien de jours l'herbe *dûrvâ* peut-elle pousser sur la pierre ?

Nos *zamîndâr* ressemblent à cette pauvre femme. Ils caressent le rêve impossible d'arrêter le temps et de faire revenir les beaux jours du passé. Chaque fois qu'ils en ont la chance, ils forment une association ou une société, se couvrent la tête d'un grand turban et le corps d'un long *ackan*, attachent une ceinture à leur taille et un collier à leur cou, se présentent au pavillon du gouverneur pour lui exprimer leur fidélité et leur soumission et font tout ce qu'ils peuvent pour lui démontrer leur loyauté et leur dévotion. Mais ils reçoivent la même réponse sèche que la courtisane : « Pratiquez le yoga, apprenez à vous tenir debout et gagnez vous-mêmes votre place dans la société en étant plus sympathiques ».

Mais ces messieurs sont aussi lisses qu'un pot et rien ne les affecte. Comme la courtisane qui a perdu sa jeunesse, ils s'imaginent que le gouvernement continuera à leur donner des tapes dans le dos, à les féliciter et à leur dire : « Vous êtes ma main droite et vous pourrez toujours compter sur mon aide pour tenir à flot votre barque qui menace de sombrer ». Ces modèles d'intelligence ne se sont pas encore rendu compte que dans le monde politique, les ennemis d'hier sont les amis d'aujourd'hui et que l'ami d'hier est rejeté comme une mouche sur la soupe.

Le gouvernement donnait des tapes dans le dos des *zamîndâr* lorsqu'il croyait encore qu'ils étaient les chefs naturels du peuple, qu'ils avaient de l'ascendant sur lui, qu'ils pouvaient mettre le feu aux champs des agriculteurs si ceux-ci les mécontentaient. Mais le gouvernement a commencé à les mettre en garde lorsqu'il s'est aperçu que ces messieurs avaient perdu toute leur valeur en s'adonnant au luxe et au plaisir, qu'ils croulaient sous les dettes, commettaient toutes sortes d'injustices, tyrannisaient le peuple, cherchaient toujours à flatter les puissants et ne constituaient plus un instrument pour renforcer son emprise, mais un obstacle de plus dans son action : « Les choses ne pourront plus continuer à fonctionner ainsi. Vous devez vous organiser et vous réveiller. Vous devrez gagner le cœur des gens par vos bonnes actions et montrer aux agriculteurs que vous pouvez leur être utiles. Vous devrez créer dans le pays une atmosphère qui vous sera favorable ». En entendant cela, ces messieurs se sont mis à jeter des regards de côté. Comme la courtisane qui a perdu sa jeunesse, ils ont versé des larmes sur la cruauté du gouvernement et se sont mis à maudire leur sort. Lorsqu'ils étaient dans la fleur de l'âge, le

gouvernement avait profité gratuitement de leurs services. Comment pouvait-il être assez cruel pour ne plus vouloir les écouter ?

Même si ce vieil amoureux continue à leur manifester son affection, ils ne peuvent pas espérer qu'il sera attiré par ses cheveux gris, ébloui par l'éclat de ses dents cariées et séduit par sa silhouette voûtée. Non, il ne peut plus jouer ce jeu sordide. Bien sûr, il peut encore lui dire des mots doux, sécher ses larmes avec son mouchoir parfumé et lui payer une pension. Même s'il ne lui offre pas des coussins de velours, il est prêt à lui donner des tapis d'Agra. Mais la courtisane qui a perdu sa jeunesse continue à insister pour qu'on lui offre des bijoux sertis de pierres précieuses, une boîte à bétel et une servante. Elle avait obtenu toutes ces choses, mais elles sont disparues avec sa jeunesse. Maintenant, que cela lui plaise ou non, elle devra se contenter des vêtements et de la nourriture qu'on lui donne. Elle doit se considérer comme chanceuse si son amant a encore autant d'affection pour elle.

Que feront les *zamîndâr* en entendant des paroles aussi dures ? Les liens qu'ils avaient avec le gouvernement n'étaient pas ceux de l'amour, mais les liens fragiles et instables de la politique. Afin de protéger les *zamîndâr*, le gouvernement a accepté de créer une « Chambre des riches » (une Chambre haute) dans plusieurs provinces et il a adopté quelques lois pour les protéger des prêteurs. Il se prépare maintenant à adopter une autre loi qui rendra indivisible et éternelle la propriété des *zamîndâr*. Que veulent de plus ceux qui ne manquent pas une occasion d'aller parader devant le gouvernement ? Souhaitent-ils qu'en retour de leur fidélité passée, il puisse obtenir l'accord explicite du gouvernement pour fixer unilatéralement le montant du loyer annuel que doivent leur verser leurs sujets, le nombre de cadeaux qu'ils doivent leur faire, le travail non rémunéré qu'ils doivent exécuter pour eux ? Le gouvernement doit-il permettre aux *zamîndâr* de continuer à les expulser arbitrairement de leurs terres, à fixer arbitrairement le prix du grain qu'ils produisent et le taux d'intérêt sur l'argent qu'ils leur prêtent et à les faire battre lorsqu'ils en ont envie sans qu'ils ne puissent avoir la possibilité de se plaindre ? Si ce n'est pas ce qu'ils veulent, pourquoi les *zamîndâr* passent-ils leur temps à faire des courbettes devant les gouverneurs ? Sir Malclom Hailey\* leur a fait plusieurs fois des reproches et des remontrances. Le gouverneur du Bengale vient, lui aussi, de leur servir une sévère rebuffade. Dans toutes les provinces, les gouverneurs ont rejeté avec mépris les demandes de ces messieurs, mais ils continuent de faire des courbettes. Lorsque Sir Malcolm Hailey\* est venu à *Kâshî*, ils l'ont assuré de leur soumission, de leur fidélité et de leur loyauté.

Comme c'est son devoir et comme l'exigent les bonnes manières en politique, Sir Hailey\* a vanté la qualité de leur accueil, mais il a ensuite donné à ces messieurs un conseil qu'ils ont sans doute trouvé très dur à entendre. Ils ont

dû retourner chez eux en se disant que leurs courbettes et leurs flatteries avaient été inutiles. Voici ce que leur a dit Sir Hailey\* :

« Quelle que soit la forme que prendra le prochain régime politique et quels que soient les partis politiques qui seront formés, la décision finale sera entre les mains de ceux qui reconnaîtront la suprématie du peuple et seront capables de maîtriser le progrès de la politique. Si vous voulez l'emporter dans cette compétition, vous devrez fournir des preuves concrètes de votre importance dans la société. Vous devrez démontrer que le *zamîndâr* est aussi utile à la société que l'agriculteur. [...] Vous devrez fournir la preuve que les *zamîndâr* sont aussi importants que les agriculteurs dans les activités agricoles en les aidant, en maintenant des liens d'amitié avec eux et en leur permettant de participer pleinement à la vie sociale ».

Entendez-vous ce que vous disent les Anglais ? Savez-vous quelles sont les idées qui occupent aujourd'hui une place centrale dans le cœur du peuple ? Vous devriez le savoir, car ce sont ces idées qui guideront la politique du gouvernement, quoi que vous fassiez pour le convaincre de votre loyauté. Vous devrez donner des preuves concrètes de votre pertinence sociale. Vous ne pourrez plus continuer à dormir tranquilles en continuant d'augmenter le loyer de vos tenanciers, de les dépouiller de leurs terres, de les poursuivre en justice ou de collecter vos loyers en ayant recours à la force. Si vous croyez que c'est ainsi que vous pourrez démontrer votre pertinence sociale, c'est que vous avez respiré l'air du paradis des fous ! Ce n'est pas de cette manière que vous pourrez démontrer que les *zamîndâr* sont aussi importants que les agriculteurs dans la vie agricole. Tout ce que vous démontrerez en continuant d'agir ainsi, c'est votre despotisme, votre insensibilité, votre inhumanité, votre aveuglement égoïste et votre ignorance des courants de pensée actuels. En réclamant des droits particuliers et des faveurs spéciales pour les membres de votre classe, vous vous tirez dans le pied et vous incitez l'opinion publique à s'opposer à vous.

## **Un regard compatissant sur la campagne<sup>622</sup>**

Les commerçants anglais ont beaucoup de compassion pour les pauvres villageois. Ils fabriquent pour eux toutes sortes de vêtements qu'ils chargent sur des bateaux et exportent ici. Avant même que nous le demandions, ils nous fournissent tout ce dont nous avons besoin. N'est-ce pas de la compassion ? Un certain Cornell Harding a pris une initiative totalement désintéressée qui permettra aux habitants des campagnes d'écouter des chansons et des discours à la radio. Pourquoi les agriculteurs de l'Inde seraient-ils privés de ce plaisir quand tous les pays ont des postes de radio qui diffusent dans les campagnes ?

---

<sup>622</sup>*Jagaran*, 22 janvier 1934.

M. Cornell Harding ne pouvait pas supporter une telle injustice. Il a entrepris une tournée des campagnes du Pendjab et installé des antennes de radio dans tous les villages. Cela ne coûte pas trop cher, seulement trois cents roupies pour l'installation et trente roupies par année pour les faire fonctionner. À ce prix, pourquoi les villageois se priveraient-ils d'écouter des chansons, de la musique et des discours ? Ils n'ont pas d'autres distractions. L'installation de ces appareils créera beaucoup de gaieté le soir dans les villages. Tous pourront entendre des chansons et des discours dans leur langue. Dans sa grande compassion, l'Angleterre nous enverra vingt millions d'appareils. Il y a sept cent mille villages en Inde. À trois cents roupies par village, cela fera vingt et un millions de roupies. De plus, quelques jeunes bien formés trouveront un emploi. Les commerçants d'Angleterre sont vraiment des modèles de compassion !

Donnée en pâture au chat, même sans queue, une poule demeurera une poule ! Si ceux qui n'ont rien à manger et n'ont pas de vêtements pour se couvrir ne s'amuse pas en écoutant la radio, qui le fera ? Quelle bonne manière de faire des affaires ! Ce commerçant connaît très bien les faiblesses de la nature humaine et se sert de cette connaissance pour parvenir à ses fins. La psychologie est pour lui un excellent moyen d'augmenter son chiffre d'affaires. Même l'homme le plus misérable a besoin de s'amuser. Ce commerçant a visé cette clientèle et a touché la cible.

### L'Assemblée des *zamîndâr* d'Agra<sup>623</sup>

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée des *zamîndâr* d'Agra, *navâb* Chatari, le président de cette Assemblée, a déclaré que les *zamîndâr* n'avaient pas seulement besoin de s'organiser, mais qu'ils devaient aussi collaborer avec des gens qui appuient une réforme du système, mais ne sont pas des *zamîndâr*. Mais selon nous, à part les *zamîndâr*, *navâb sâhab* ne pourra pas trouver un seul homme pour appuyer de ce qu'il appelle une réforme du système. Cette réforme du système ne vise qu'à renforcer la position qu'occupent déjà les *zamîndâr* et à étendre leurs pouvoirs. Il est amusant de constater que ces gens se sont associés aux agriculteurs pour pouvoir profiter pleinement des mesures prises pour protéger les agriculteurs des abus des prêteurs. Si les agriculteurs ont besoin de protection, c'est parce qu'ils sont pauvres et faibles, victimes à la fois des *zamîndâr* et des prêteurs. Ils n'ont rien à manger et n'ont pas de vêtements pour se couvrir. Ils n'ont ni grain pour la semence ni bœufs pour cultiver. Par contre, nos *zamîndâr* font partie de ceux qui ont le plus de pouvoir et d'influence dans le district. Plusieurs d'entre eux vivent dans le luxe et les plus dépravés obligent les agriculteurs à travailler

---

<sup>623</sup>*Jagaran*, 12 février 1934.

pour eux, leur imposent toutes sortes de travaux non rémunérés et d'amendes et s'amuse à fumer de l'opium ou du *bhâng*. Si un groupe aussi puissant avait besoin de protection, cela signifierait qu'ils pourraient commettre des injustices et contracter toutes les dettes qu'ils veulent sans être frappés par la loi.

Par ce genre de manœuvres, nos *zamîndâr* perdent le peu de confiance et de respect qu'il leur restait dans le peuple. Même lorsqu'ils ne bénéficiaient d'aucune protection particulière, ils n'ont pas hésité à s'endetter jusqu'au cou. On peut s'imaginer jusqu'où ils pourront aller si on leur accorde la protection qu'ils demandent. Il est naturel pour les faibles de demander d'être protégés contre ceux qui abusent de leur pouvoir, mais si ces derniers demandent de la protection, c'est qu'ils souhaitent avoir encore plus de pouvoir. Nos frères *zamîndâr* se sont-ils donné la peine de se demander pourquoi ils ont autant peur du peuple ? N'est-ce pas parce qu'ils craignent que dans le nouveau régime politique la majorité veuille leur enlever des pouvoirs ? N'est-ce pas pour cette raison qu'ils tentent de s'organiser pour que la majorité continue à les appuyer ? En fait, leur seule raison d'avoir peur est qu'ils ont toujours mal utilisé les pouvoirs qui leur avaient été accordés. Le peuple ne souhaite pas que des membres de la société deviennent si puissants qu'ils peuvent écraser les faibles. En réclamant une protection et des faveurs particulières, nos *zamîndâr* incitent le peuple à être encore plus méfiant et craintif à leur égard.

En adoptant une telle politique, ils peuvent répandre la terreur dans le peuple, mais ils ne peuvent pas gagner sa sympathie et sa confiance. Tant qu'ils ne comprendront pas que le bien du peuple est aussi le leur et que leur but devrait être de servir et d'aider leurs tenanciers, le peuple se méfiera d'eux et le mouvement contre eux continuera de s'amplifier. Les agriculteurs sont utiles à la société, car sans eux, elle ne pourrait pas fonctionner une seule journée. Les marchands passent leur temps assis à leur boutique et les serveurs passent leurs journées à obéir à leurs maîtres. Ce qu'ils reçoivent en retour est de l'argent bien gagné. Tous doivent travailler pour gagner leur vie. Même les prêteurs rencontrent parfois des clients difficiles et perdent la somme qu'ils ont prêtée. Mais quels services les *zamîndâr* rendent-ils au peuple ? Ceux d'entre eux qui sont riches vivent tranquilles dans de luxueux bungalows à Lucknow ou à Allahabad. Ceux qui ont moins de chance rôdent dans les campagnes, comme des vautours à la recherche d'animaux morts. Leur seul travail est de trouver un prétexte pour piéger un de leurs tenanciers et s'emparer de ses biens. Si deux tenanciers se mettent à se quereller, cela annonce de beaux jours pour le *zamîndâr*. Il trouvera un moyen d'extirper de l'argent à chacun d'entre eux et pourra aller se reposer. Et s'il ne réussit pas à parvenir à ses fins, il fera intervenir les policiers et prendra sa part du butin.

Même si elle s'enferme dans une forteresse construite avec les meilleurs matériaux, une organisation aussi parasitaire, indolente, pillarde et paresseuse

ne pourra pas survivre bien longtemps. Le peuple n'accepte plus d'être la proie des *zamîndâr* ou des prêteurs, du gouvernement ou des chefs d'entreprise. Il n'est pas leur ennemi. Il n'en a pas la force, car il n'est pas organisé et il est pauvre et dépendant. N'importe quel groupe organisé peut le terroriser. Mais si quelqu'un veut à fois en faire une proie et obtenir son vote, le couvrir de coups et se faire masser les pieds par lui, il subira une humiliation.

Le plus amusant, c'est que les *zamîndâr* se considèrent encore aujourd'hui comme les maîtres de la terre. Le gouvernement anglais en avait fait leurs agents pour percevoir le loyer de leurs terres au nom du roi. S'ils ne réussissaient pas à accomplir ce travail, ils étaient rejetés avec mépris. Le gouvernement avait besoin d'un groupe d'habitants du pays pour les aider à gouverner le peuple et ce sont les percepteurs de loyer qui ont joué ce rôle. Depuis ce temps, les *zamîndâr* se considèrent comme les maîtres de la terre.

Enfin, peu nous importe si c'est à eux ou à Dieu<sup>624</sup> lui-même que revient le titre de maître de la terre, que font-ils pour leurs sujets ? Ils prennent une commission de 50% sur le loyer qu'ils perçoivent de leurs sujets. Comment se comportent-ils avec eux ? S'ils leur donnent du grain de semence, ils en réclament le double lors de la récolte. S'ils leur fournissent du bois ou du bambou, ils les obligent à travailler gratuitement pour quatre fois la valeur de ce qu'ils leur ont donné. Leur existence n'a plus de sens aujourd'hui et l'on peut se demander s'ils ne disparaîtront pas complètement bientôt. Ils tentent d'aller contre la marche du temps. Leur tentative pourra réussir pendant un certain temps, mais le jour est proche où ils devront incliner la tête devant la volonté de la nation et où c'est par le service, et non par la terreur, qu'ils pourront continuer d'exister.

## Éloge de l'analphabétisme<sup>625</sup>

Il est devenu à la mode de faire l'éloge de l'analphabétisme de nos agriculteurs. Toutefois, même s'ils sont analphabètes, les agriculteurs sont souvent beaucoup plus futés que les gens alphabétisés. L'alphabétisation est une très bonne chose et permet de résoudre beaucoup de problèmes dans la vie, mais dire que les agriculteurs sont stupides, c'est commettre une grave injustice envers eux. Ils sont altruistes, désintéressés, travailleurs, économes, prévoyants, courageux, honnêtes, compatissants, vrais, religieux, sobres, et ils ont beaucoup d'autres qualités. L'expérience nous enseigne que l'instruction rend les gens retors, malhonnêtes, légalistes et paresseux. Ce n'est pas parce qu'ils sont analphabètes que les agriculteurs sont ruinés, mais parce qu'ils sont forcés de vivre dans des conditions où la personne la plus instruite ne pourrait

---

<sup>624</sup>« Khudâ ».

<sup>625</sup>*Jagaran*, 26 février 1934.

pas réussir. Ce qui leur manque le plus, c'est l'organisation. C'est pour cette raison que les *zamîndâr*, les prêteurs et les fonctionnaires peuvent les dominer aussi facilement. Si quelqu'un veut les aider à s'organiser pour échapper à ces loups, on l'accusera aussitôt de rébellion contre le pays. Il sera poursuivi pour avoir incité les sujets à haïr Sa Majesté et il ira respirer l'air de la prison.

Même si les agriculteurs sont tous alphabétisés, tant qu'ils ne seront pas organisés, tant qu'ils ne connaîtront pas leurs droits et qu'ils ne pourront pas s'opposer à ceux qui les exploitent, ils ne seront jamais heureux. Les *zamîndâr* et les fonctionnaires ont l'eau à la bouche lorsqu'ils voient que les agriculteurs ont quelques *paisâ* en main et ils trouvent toutes sortes de stratagèmes pour s'en emparer. S'il n'y avait pas l'épouvantail de la rébellion contre le pays, les volontaires du mouvement national auraient déjà fait beaucoup pour les aider à s'organiser. Mais la politique du gouvernement est d'empêcher l'éveil de la conscience politique des citoyens de peur qu'ils apprennent à réclamer leurs droits. Le travail d'organisation des agriculteurs a donc été confié au département de la publicité qui se contente de faire l'éloge de l'Empire britannique dans les grandes agglomérations. Pendant qu'on met le peuple en garde contre les méfaits de l'alcoolisme, on crée des conditions qui incitent les gens à s'enivrer de plus en plus, pour empêcher que le gouvernement perde des revenus. L'alphabétisation ne pourra rien apporter de bon aussi longtemps qu'une telle politique sera en vigueur. Lorsque nous voyons des gens instruits s'entredéchirer, nous ne pouvons pas nous empêcher d'avoir des doutes sur cette instruction dont on chante tant les louanges.

Si le gouvernement voulait réellement le bien du peuple, il serait facile pour lui d'utiliser la radio et le cinéma pour enseigner aux agriculteurs de bonnes façons de préserver leur santé et de bonnes méthodes de culture. Comment les agriculteurs qui n'ont même pas suffisamment d'espace pour se tenir debout devant leur chaumière pourraient-ils respirer de l'air frais ? Quand ils n'ont même pas de quoi manger, où pourraient-ils trouver du bon engrais pour leur terre ? Nous irions même jusqu'à dire que l'analphabétisme des agriculteurs est une bonne protection pour eux. Sinon, on pourrait trouver chez eux l'hypocrisie, le goût du luxe et l'égoïsme qui sont aujourd'hui la spécialité des gens instruits. Ceux qui ont pitié de nos agriculteurs parce qu'ils sont analphabètes auraient beaucoup à apprendre de ces « ignorants ». Aujourd'hui, 80% des gens instruits sont en chômage et ne voient pas ce que cela leur donne d'être allés à l'école. Ce genre d'alphabétisation est dangereux pour les agriculteurs. Ce dont ils ont surtout besoin, c'est d'organisation afin de ne plus être des proies faciles. Mais vouloir les aider à s'organiser, c'est se rendre coupable de rébellion contre l'Empire.

## Injustice envers les agriculteurs au Conseil de l'Uttar Pradesh<sup>626</sup>

À la présente session du Conseil de l'Uttar Pradesh, Sir Jagdish Prasad, un membre du Conseil a présenté un projet de loi qui réduirait de douze à six pour cent le taux d'intérêt que les agriculteurs doivent payer sur leurs emprunts. Ceux qui sont en retard pour rembourser leur emprunt auraient un sursis de quatre ans avant d'être évincés de leurs terres. *Shrî* Rav Krishnapal Singh\* et *shrî* Upadhyay\* ont appuyé ce projet de loi. Mais comment les *zamîndâr* auraient-ils pu appuyer cette mesure ? La réduction du taux d'intérêt a été contestée, la période de sursis avant l'éviction a été réduite à trois ans. Tout cela arrive parce qu'il n'y a pas de représentants des agriculteurs au Conseil et que ce sont les *zamîndâr* qui parlent en leur nom.

Le gouvernement prétend lui aussi être le chef naturel des agriculteurs, mais il rompt les liens qu'il a avec eux lorsqu'il a la possibilité de leur accorder une aide aux dépens des *zamîndâr*. Il n'est sans doute jamais arrivé que les *zamîndâr* aient été justes envers les agriculteurs. Pourtant, ils voudraient que le peuple les respecte et fasse leur éloge. En se comportant ainsi, les *zamîndâr* affaiblissent leur position et perdent le peu d'influence qu'il leur restait dans la population. Lorsque M. Upadhyay\* leur a dit tout cela sans détour, ils ont lancé des cris d'indignation et monsieur le membre de la Chambre criait avec eux. On rapporte que c'est M. Fasihuddin qui a écrit ce projet de loi. Il est lui-même un *zamîndâr* et il aurait voulu que le taux d'intérêt soit réduit à 3%. Il y a certainement des *zamîndâr* qui ont réellement de la sympathie pour les agriculteurs, tout comme il y a des membres de la Chambre des lords qui compatissent au sort de l'Inde. Mais qui écoute les cris de ces malheureux agriculteurs ? Les *zamîndâr* ont la majorité au Conseil et ce sont eux que le gouvernement cherche toujours à protéger.

Personne ne souhaite la pauvreté des agriculteurs. Ce n'est pas aux *zamîndâr* que nous faisons des reproches, car le peuple n'attend plus rien d'eux. Celui que nous blâmons, c'est le gouvernement qui prend toujours parti pour les *zamîndâr*. Il connaît pourtant très bien la situation des agriculteurs. Il n'ignore pas qu'aucun autre secteur de la société n'a été autant affecté par la crise économique actuelle. Les agriculteurs ont beaucoup de difficulté à payer le loyer de leur terre. Selon les *zamîndâr*, 50% d'entre eux sont en retard dans leur paiement. Où pourraient-ils trouver l'argent pour payer l'intérêt sur leur dette ?

Les *zamîndâr* n'acceptent pas sans broncher ces retards de paiement. Ils ont recours aux hommes de main et à l'huissier pour se faire payer. Après tout cela, si les agriculteurs sont incapables de payer, où trouveront-ils l'argent

---

<sup>626</sup>*Jagaran*, 26 février 1934.

pour rembourser l'intérêt de 9% ? Si on veut leur faire une concession, il faut qu'elle ait une certaine importance. Les *zamîndâr* s'imaginent que tout leur est dû. Ils n'ont pas à travailler ni à suer lorsqu'ils ont besoin d'argent. Pour toucher leur argent et dormir tranquilles, ils n'ont qu'à laisser quelques bijoux en gage. La situation des agriculteurs est bien différente. Il n'y a sans doute pas un sur cent mille qui est convenablement vêtu. Lorsque les *zamîndâr* ont des dettes, c'est parce qu'ils dépensent trop. Mais lorsqu'un agriculteur est ruiné, c'est que ses terres n'ont pas suffisamment produit, qu'il n'a pas obtenu un bon prix pour sa récolte ou qu'il a été victime des forces de la nature. Pourtant, il faut que les *zamîndâr* puissent s'empiffrer sans se préoccuper de savoir si les agriculteurs meurent de faim. Comment s'étonner alors que les *zamîndâr* n'aient plus d'influence sur le peuple ?

### Un autre revers pour les *zamîndâr*<sup>627</sup>

Un grand propriétaire foncier d'Oudh<sup>628</sup> a présenté au Conseil l'Uttar Pradesh une proposition pour que les *zamîndâr* aient le droit d'être plus sévères et forcent les tenanciers à payer le loyer de leurs terres. Pourtant, ces messieurs se lamentent constamment que le gouvernement est trop sévère pour le paiement des impôts fonciers. Et ils voudraient avoir le droit de faire ce qu'ils reprochent au gouvernement. Heureusement, le gouvernement n'a pas accepté cette proposition, car cela aurait été une catastrophe. Les *zamîndâr* oublient une chose : si le gouvernement était aussi sévère avec eux qu'ils le sont avec leurs tenanciers, ils changeraient d'occupation et prendraient la fuite. Les agriculteurs subissent de plus en plus d'arrestations par la police du gouvernement, on les force à rester debout au soleil ou à s'accroupir en position du coq<sup>629</sup>. Est-ce qu'on voudrait maintenant qu'ils soient frappés à mort s'ils ne paient pas leur loyer ? Si un agriculteur ne paie pas le loyer de ses terres, c'est qu'il en est incapable. Il est victime de forces naturelles qu'il ne maîtrise pas. Il est pauvre et ne gagne même pas un *ânâ* par jour. Mais pour ce qui est du *zamîndâr*, s'il ne peut pas payer sa taxe foncière, c'est qu'il vit dans le luxe et que ses dépenses dépassent ses revenus.

Il n'a pas besoin de travailler pour posséder tout ce qu'il a. Bien sûr, la situation de ceux qui se sont achetés des terres avec de l'argent durement gagné est plus triste. Ils rêvaient de s'enrichir en exigeant un prix abusif pour le loyer de leurs terres, mais maintenant ils ne peuvent même pas toucher l'intérêt de leur investissement. Toutefois, s'ils ne peuvent se faire payer le loyer, ils ont toujours les terres qu'ils cultivent eux-mêmes, leurs actions en bourse, les

---

<sup>627</sup>Jagaran, 19 mars 1933.

<sup>628</sup>Région du nord-ouest de l'État indien actuel de l'Uttar Pradesh connue avant l'indépendance sous le nom de Province-Unie d'Agra et d'Oudh (S. G.).

<sup>629</sup>C'est une punition utilisée dans les écoles en Inde du Nord (A. C.).

cadeaux que doivent leur donner leurs tenanciers, la taxe annuelle de 25% sur la production et le travail non rémunéré qu'ils peuvent leur imposer. S'ils ont fait une erreur en achetant ces terres, c'est à eux d'en subir les conséquences. Même ceux qui investissent dans les banques et dans les manufactures perdent parfois de l'argent. Si la réponse que le gouvernement a donnée aux *zamîndâr* ne leur a pas ouvert les yeux, ils devraient maintenant être plus lucides et reconnaître les signes des temps. Ils doivent prendre garde de ne pas se tirer dans le pied, car le jour est proche où les agriculteurs prendront conscience de leur force et commenceront à se faire entendre.

### **La loi d'aide aux agriculteurs<sup>630</sup>**

Le gouverneur a décidé de retirer la loi adoptée en décembre dernier pour protéger les agriculteurs des prêteurs et de poursuivre sa réflexion à ce sujet. Cette décision fait suite à l'intervention d'une délégation de banquiers qui revient d'une rencontre avec Sir Malcolm Hailey\*. Cette loi a été adoptée pour protéger les agriculteurs, mais le gouvernement a fait passer les intérêts des grands *zamîndâr* et des grands propriétaires fonciers avant ceux des agriculteurs et ceux-ci ne sont pas plus avancés qu'avant. Ils continuent de s'endetter pour acheter des grains de semence et avoir de quoi manger. Si le gouvernement les libérait de leurs dettes, il sauverait le monde agricole. Si les *zamîndâr* se sont endettés, c'est pour vivre dans le luxe, pour s'adonner à l'alcoolisme et pour se construire de grands châteaux. Pourquoi faire passer leurs intérêts avant ceux des agriculteurs ? Ceux-ci sont beaucoup plus utiles à la société que les *zamîndâr*.

### **La grève des travailleurs de Bombay<sup>631</sup>**

La grève des travailleurs de Bombay se poursuit et touche chaque jour un plus grand nombre de manufactures. Plusieurs manufactures de Nagpur et de Delhi ont été fermées. À Bombay, les principaux chefs des travailleurs ont été arrêtés par la police du gouvernement et les travailleurs ont été plusieurs fois victimes des charges à coups de bâton et des balles des policiers. Aucun gouvernement n'aime les émeutes et son travail est de les arrêter. Tout le monde sait qu'il y a toujours des émeutes dans des grèves de ce genre et que beaucoup de travailleurs ne font pas la grève librement. Toutefois, le gouvernement ne doit pas seulement réprimer les grèves, mais chercher à savoir si les raisons avancées par les travailleurs pour faire la grève sont fondées ou non. Les travailleurs n'aiment pas faire la grève et ne sont pas prêts sans raison à se

---

<sup>630</sup>*Jagaran*, 16 avril 1934.

<sup>631</sup>*Jagaran*, 7 mai 1934.